

FCP (Fonds Commun de Placement)
de droit français

OPCVM relevant de la
Directive 2009/65 CE

OFI INVEST ESG LIQUIDITES

Rapport annuel au 30 septembre 2025

Commercialisateur : **OFI INVEST AM**

Société de Gestion : **OFI INVEST AM**

Dépositaire et Conservateur : **SOCIETE GENERALE**

Gestion administrative et comptable : **SOCIETE GENERALE**

Commissaire aux comptes : **Aplitec**



Ofi Invest Asset Management

Siège social : 127/129 Quai du Président Roosevelt
92130 Issy-les-Moulineaux

Société Anonyme à Conseil d'Administration
au capital de 71 957 490 € - RCS Nanterre 384 940 342

ofi invest
Asset Management

CARACTÉRISTIQUES DE L'OPC

Dénomination

Ofi Invest ESG Liquidités (« le Fonds »).

Forme juridique

Fonds commun de placement de droit français.

☒ Ce produit promeut des caractéristiques environnementales ou sociales, mais n'a pas pour objectif un investissement durable.

Information sur le régime fiscal

Le Fonds en tant que tel n'est pas sujet à imposition. Toutefois, les porteurs de parts peuvent supporter des impositions du fait des revenus distribués par le Fonds, le cas échéant, ou lorsqu'ils céderont les titres de celui-ci. Le régime fiscal applicable aux sommes distribuées par le Fonds ou aux plus ou moins-values latentes ou réalisées par le Fonds dépend des dispositions fiscales applicables à la situation particulière de l'investisseur, de sa résidence fiscale et/ou de la juridiction d'investissement du Fonds. Ainsi, certains revenus distribués en France par le Fonds à des non-résidents sont susceptibles de supporter dans cet Etat une retenue à la source.

Avertissement : selon votre régime fiscal, les plus-values et revenus éventuels liés à la détention de parts du Fonds peuvent être soumis à taxation. Nous vous conseillons de vous renseigner à ce sujet auprès de votre conseiller fiscal habituel.

Synthèse de l'offre de gestion

Caractéristiques							
Part	Code ISIN	Affectation des sommes distribuables		Devise de libellé	Souscripteurs concernés	Montant minimum des souscriptions initiales	Montant minimum des souscriptions ultérieures
		Revenu net	Plus-values nettes réalisées				
C/D	FR0000008997	Capitalisation et/ou Distribution	Capitalisation et/ou Distribution	EUR	Tous souscripteurs, plus particulièrement destiné aux investisseurs institutionnels et aux OPC.	1 part	1 part
A	FR001400KPY6	Capitalisation et/ou Distribution	Capitalisation et/ou Distribution	EUR	Tous souscripteurs, plus particulièrement destinées aux investisseurs en UC	Néant	Néant
I	FR001400KPZ3	Capitalisation	Capitalisation et/ou Distribution	EUR	Tous souscripteurs, plus particulièrement destiné aux investisseurs institutionnels et aux OPC.	Néant	Néant
Afer Génération Liquidités	FR001400RXT5	Capitalisation et/ou Distribution	Capitalisation et/ou Distribution	EUR	Tous souscripteurs, plus particulièrement destiné à servir de support à des contrats d'assurance vie AFER GENERATION souscrits auprès du Groupe Abeille Assurances	Néant	Néant

RF(*)	FR00140107Q0	Capitalisation	Capitalisation et/ou Distribution	EUR	Part réservée aux investisseurs souscrivant via des distributeurs ou intermédiaires : - soumis à des législations nationales interdisant toutes rétrocessions aux distributeurs ; - fournissant un service de conseil indépendant au sens de la réglementation européenne MIF2 ; - fournissant un service de gestion individuelle de portefeuille sous mandat.	Néant	Néant
VYV Monétaire	FR0014010X27	Capitalisation	Capitalisation et/ou Distribution	EUR	Part Réservee au réseau de distribution du Groupe VYV	Néant	Néant

(*) La part RF peut également être souscrite par :

- La société de gestion de portefeuille du Fonds ou une entité appartenant au même groupe ;
- L'établissement Dépositaire ou une entité appartenant au même groupe ;
- Le promoteur du Fonds ou une entité appartenant au même groupe.

Classification

Fonds Monétaire à valeur liquidative variable (VNAV) à caractère standard.

Objectif de gestion

Le Fonds Ofi Invest ESG Liquidités a pour objectif d'obtenir une progression régulière de la valeur liquidative associée à une performance égale à celle de l'€STR capitalisé, nette des frais de gestion + 5 bp, tout en mettant en œuvre une approche ISR. Dans un environnement de très faible niveau des taux d'intérêt du marché monétaire, la valeur liquidative de Le Fonds pourrait être amenée à baisser et, par conséquent, connaître une progression irrégulière.

Indicateur de référence

L'indicateur de référence auquel l'investisseur pourra comparer la performance de l'OPCVM est celle de l'€STR capitalisé + 5 bp. L'indice « €STR » (Euro Short-Term Rate) résulte de la moyenne pondérée des transactions au jour le jour dont le montant est supérieur à 1 million d'euros des prêts non garantis réalisées sur le marché monétaire par les établissements bancaires les plus actifs de la zone euro. Il est calculé par la Banque centrale européenne à partir de données sur les transactions réelles fournies par un échantillon des banques les plus importantes de la zone euro et diffusé sur le site www.ecb.europa.eu. Son ticker Bloomberg est ESTRON Index.

La Banque centrale européenne, en tant qu'administrateur de l'indice €STR bénéficie de l'exemption de l'article 2.2 a) du Règlement Benchmark et à ce titre n'a pas à être inscrite sur le registre d'administrateurs et d'indices de référence tenu par l'ESMA Conformément au règlement (UE) 2016/1011 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016, la société de gestion dispose d'une procédure de suivi des indices de référence utilisés décrivant les mesures à mettre en œuvre en cas de modifications substantielles apportées à un indice ou de cessation de fourniture de cet indice.

Stratégie d'investissement

Stratégies utilisées :

Le Fonds Ofi Invest ESG Liquidités met en place une stratégie de choix et d'utilisation de titres de créances et d'instruments du marché monétaire répondant à des critères de qualité et de prudence propres à la société de gestion.

La société de gestion a mis en place une politique de sélection de titres fondée notamment sur la durée de vie, la nature, la qualité de crédit, la liquidité et la rentabilité des instruments financiers. Plus précisément, les principaux critères de sélection des titres de créance et instruments financiers opérées par la Gestion sont des critères de type quantitatif et qualitatif.

Analyse des critères extra-financiers :

Le gérant complète son étude, concomitamment à l'analyse financière, par l'analyse de critères extra financiers afin de sélectionner au mieux les titres en portefeuille. La part des titres analysés ESG dans le portefeuille devra être supérieure à 90% de l'actif net du Fonds (hors liquidités, OPC et produits dérivés).

Ainsi, la gestion met en œuvre une approche ESG en "Best-in-Universe", qui consiste à exclure 30% en nombre de l'univers ISR de comparaison, comprenant les valeurs composant l'univers monétaire. Ces valeurs non-investissables correspondent à l'exclusion des émetteurs privés figurant sur les listes d'exclusion sectorielles et normatives de la société de gestion pour les besoins du Label ISR, ainsi que les valeurs obtenant les moins bonnes notes ESG.

En cas de dégradation de la note ESG d'un titre entraînant son passage du statut investissable à non-investissable¹, les opérations de cessions devront être initiées dès confirmation de cette catégorie conformément au processus décrit dans la Politique d'investissement responsable disponible sur le site internet d'Ofi Invest Asset Management.

L'univers monétaire est défini comme suit :

- L'indice Bank of America Merrill Lynch Euro Corporate (ER00);
- Les entreprises ayant un programme d'émissions auprès de la Banque de France sur des instruments du marché monétaire ;
- Les dettes des Etats de l'union Européenne ;
- Liste complémentaire d'émetteurs issus de pays membres de l'OCDE éligibles selon les critères d'investissement financiers mais qui ne seraient pas représentés par les ensembles décrits ci-dessus.

La société de gestion considère cet univers ISR comme un élément de comparaison pertinent de la notation ESG du Fonds au regard de sa stratégie.

Dans le cadre du Label ISR, le Fonds s'engage à surperformer deux indicateurs extra-financiers (un indicateur environnemental et un indicateur social), par rapport à son univers ISR, sélectionnés parmi les indicateurs des principales incidences négatives (PAI) définis par la réglementation SFDR :

- Indicateur environnemental (PAI 2): Tonnes de CO₂ par million d'euros investi (Scopes 1, 2 et 3 divisé par l'EVIC). Le taux de couverture de cet indicateur environnemental sera de 55% minimum à fin 2025 et 60% minimum à fin 2026 ;
- Indicateur social (13) : Diversité des sexes au sein du conseil d'administration (ratio nombre de femmes / nombre d'hommes). Le taux de couverture de cet indicateur social sera de 80% minimum à fin 2025 et 90% minimum à fin 2026.

¹ Correspondant à l'exclusion des émetteurs privés figurant sur les listes d'exclusion sectorielles et normatives de la société de gestion pour les besoins du Label ISR, ainsi que les valeurs obtenant les moins bonnes notes ESG.

Bien qu'elle reste seule juge de la décision d'investissement pour la sélection des titres, la société de gestion s'appuie sur sa notation ESG propriétaire réalisée par son équipe d'analyse ESG et détaillée dans l'annexe précontractuelle.

Par ailleurs, Ofi Invest Asset Management a identifié des zones de risques pour ses investissements en lien avec certains secteurs d'activités et référentiels internationaux. La société de gestion s'est donc dotée de politiques d'exclusion afin de minimiser ces risques et de gérer son risque réputationnel.

Le Fonds applique les politiques d'exclusion synthétisées dans le document dénommé « Politique d'investissement Exclusions sectorielles et normatives ». Conformément à la mise en œuvre des Orientations de l'ESMA, le Fonds applique les exclusions PAB résumées dans notre « Politique d'investissement - Exclusions sectorielles et normatives ». Ce document est disponible à l'adresse suivante : https://www.ofi-invest-am.com/pdf/principes-et-politiques/politique-exclusions-sectorielles-et-normatives_ofi-invest-AM.pdf.

Ces politiques d'exclusion sont également disponibles dans leur intégralité sur le site : <https://www.ofi-invest-am.com>.

Règlementation SFDR :

Manière dont les risques de durabilité sont intégrés dans les décisions d'investissement du produit :

Le Fonds fait la promotion de caractéristiques environnementales et/ou sociales et de gouvernance au sens de l'article 8 du Règlement (UE) 2019/2088 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (« Règlement SFDR »), mais ne fait pas de cette promotion un objectif d'investissement durable.

Toutefois, le Fonds a un minimum de 20% d'investissements durables de l'actif net. Néanmoins, le Fonds peut détenir des investissements alignés sur les caractéristiques environnementales ou sociales qui ne sont pas considérés comme des investissements durables.

Pour plus d'informations relatives à la prise en compte des caractéristiques environnementales et/ou sociales et de gouvernance, nous vous invitons à vous référer au document d'informations précontractuelles tel qu'annexé au prospectus (annexe pour les produits financiers visés à l'article 8, paragraphes 1, 2 et 2 bis, du Règlement SFDR et à l'article 6, premier alinéa, du Règlement Taxonomie).

Taxonomie :

Les investissements sous-jacents à ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental tels que définis par le « Règlement Taxonomie » (Règlement (UE) 2020/852 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement SFDR).

Le FCP ne prend actuellement aucun engagement minimum en matière d'alignement de son activité avec le « Règlement Taxonomie ». En conséquence, le pourcentage minimum d'investissement aligné à la Taxonomie sur lequel s'engage le Fonds est de 0%.

Le principe consistant à "ne pas causer de préjudice important" s'applique uniquement aux investissements sous-jacents au produit financier qui prennent en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

Actifs (hors dérivés intégrés) :

Le Fonds Ofi Invest ESG Liquidités est investi à 70% minimum de l'Actif Net en Titres de créances et instruments du marché monétaire, à court et moyen terme, français et étrangers (zone euro et pays de l'OCDE éligibles selon les critères de la société de gestion), acquis par achat ferme ou prise en pension.

Afin de ne pas pénaliser ses performances, le Fonds s'autorise à investir dans des émetteurs n'ayant pas encore fait l'objet d'une analyse ESG (émetteurs n'ayant pas d'actions cotées notamment) dans la limite de 10%. S'il s'agit d'émetteurs susceptibles de figurer de manière récurrente en portefeuille, ceux-ci feront l'objet d'une analyse ESG dans un délai d'un an.

Les titres de créances sont soit à taux fixe soit à taux variable (EONIA/€STR) ou révisable (EURIBOR).

Le Fonds investira dans des titres de créance et instruments du marché monétaire répondant aux caractéristiques suivantes :

- La durée de vie résiduelle maximale à l'acquisition des titres susceptibles d'être acquis par le Fonds est limitée à 397 jours. Néanmoins, le Fonds pourra investir dans des titres de créances et instruments du marché monétaire présentant une échéance résiduelle jusqu'à la date de rachat légale inférieure ou égale à deux ans, pour autant que le délai jusqu'à la prochaine mise à jour du taux d'intérêt soit inférieur ou égal à 397 jours. Le cas échéant, les instruments du marché monétaire à taux fixe couverts par un contrat d'échange et les instruments du marché monétaire à taux variable seront mis à jour par rapport à un taux ou indice du marché monétaire ;
- Afin de mesurer l'exposition aux risques de crédit et de liquidité, la Durée de Vie Moyenne Pondérée jusqu'à la date de remboursement effectif (i.e. date d'échéance finale) des titres composant le portefeuille (« DVMP » ou « Weighted Average Life - WAL ») ne pourra pas excéder 12 mois ;
- Afin de mesurer l'exposition au risque de taux, la Maturité Moyenne Pondérée jusqu'à l'échéance (i.e. date de remboursement ou date de révision du taux d'intérêt) des titres composant le portefeuille (« MMP » ou « Weighted Average Maturity - WAM ») ne pourra pas excéder 6 mois.

Les titres de créance libellés originellement en devises autres que l'euro sont systématiquement couverts contre le risque de change par adossement à un ou plusieurs contrats d'échange de devise (« swaps de devise »).

Par ailleurs, dans les conditions de l'article 17.7 du Règlement (UE) 2017/1131 du Parlement Européen et du Conseil du 14 juin 2017 sur les fonds monétaires et dans les limites de sa stratégie d'investissement, le Fonds pourra être amené à investir plus de 5% et jusqu'à 100% de son actif dans différents instruments du marché monétaire émis ou garantis individuellement ou conjointement par l'Union Européenne, les administrations nationales, régionales ou locales des États membres (CDC, ACOSS, UNEDIC, APHP, BPI, ou leurs équivalents principalement dans les pays développés de l'UE) ou leurs banques centrales (France, Allemagne, Belgique, Espagne, Italie, etc.), la Banque centrale européenne, la Banque européenne d'investissement, le fonds européen d'investissement, le mécanisme européen de stabilité, le fonds européen de stabilité financière, l'autorité centrale ou la banque centrale d'un pays membre (principalement développé) de l'OCDE (Etats-Unis, Canada, Australie, Suisse, Royaume-Uni, etc.), le fonds monétaire international, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, la Banque de développement du Conseil de l'Europe, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, la Banque des règlements internationaux.

Le gestionnaire n'a en aucun cas recours aux actifs de type actions.

Afin de s'exposer au marché du crédit et/ou de placer ses liquidités, le Fonds peut investir jusqu'à 10% de son actif en OPCVM français et européens conformes à l'article 16 du Règlement (UE) 2017/1131 du Parlement Européen et du Conseil du 14 juin 2017 sur les fonds monétaires, investissant eux-mêmes moins de 10% en OPCVM. Ces OPCVM doivent répondre à la définition de la classification « Fonds Monétaires à court terme » ou « Fonds Monétaires standard ».

Procédure Interne d'évaluation de la qualité de crédit :

Périmètre et gouvernance :

Ofi Invest Asset Management a mis en place une politique interne d'évaluation de la qualité crédit qui s'appuie sur une méthodologie propriétaire.

L'équipe Analyse Crédit d'Ofi Invest Asset Management, rattachée hiérarchiquement à la Directrice Recherche en Finance Responsable et à un Directeur Général Délégué (Dirigeant au sens de l'article L532-9 II 4e du Code Monétaire et Financier) assure le suivi et la couverture des émetteurs en portefeuille en toute indépendance des équipes de gestion notamment des équipes de gestion monétaire qui appartiennent à la Direction de la Gestion OPC.

Le Directeur des Risques d'Investissement, rattaché hiérarchiquement au Directeur des Risques, est responsable du processus de validation de la notation de crédit.

But de la procédure : les titres acquis en portefeuille, ou à défaut leurs émetteurs doivent être, au moment de l'acquisition, considérés de haute qualité par Ofi Invest Asset Management. Ofi Invest Asset Management prend notamment en compte la qualité de crédit de l'instrument, la nature de la classe d'actif de l'instrument, le profil de liquidité et, pour les instruments financiers structurés, le risque opérationnel et de contrepartie inhérent à la transaction financière structurée.

Acteurs de la politique :

La méthodologie de notation propriétaire est proposée par le responsable de l'équipe Analyse Crédit, elle est visée par la Direction des Risques d'investissement et de la Direction de la Conformité d'Ofi Invest Asset Management. Elle fait l'objet d'une approbation par la Direction Générale d'Ofi Invest Asset Management.

La collecte des informations nécessaires à l'évaluation et à la mise en œuvre de la méthodologie est du ressort de l'équipe Analyse Crédit d'Ofi Invest Asset Management. Les analystes formulent une opinion accompagnée d'une notation propriétaire sur l'émetteur et ont la charge de la mise en œuvre de la méthodologie de notation interne.

Par ailleurs, un comité de notation, composé de l'équipe Analyse Crédit et de l'équipe Risques d'investissement, a pour objet de valider les notations de crédit internes et se tient à une fréquence annuelle. En outre, des comités ad hoc sont tenus en cas de besoin.

Enfin, la mise en œuvre de la méthodologie est inscrite au plan de contrôle de deuxième niveau de la Direction du Risque Opérationnel et du Contrôle Interne.

Un comité monétaire se tient chaque mois et est composé des équipes de Gestion monétaire, Analyse Crédit, Risques d'Investissement et Analyse ISR. Il a pour objet de revoir l'environnement monétaire, les positions des fonds monétaires ainsi que les risques associés.

Fréquence de mise en œuvre :

Les notations des émetteurs monétaires sont revues chaque année par l'équipe d'Analyse Crédit. Toutefois, elle se laisse la possibilité de revoir à tout moment une notation, notamment lorsque survient un changement important susceptible d'avoir un effet sur l'évaluation existante de l'émetteur. Ainsi, lors de chaque comité monétaire mensuel, seront revus par les départements Risques d'Investissement et Analyse Crédit les évolutions majeures des risques de crédit des titres et de leurs émetteurs.

Description des paramètres d'entrée et de sortie de la politique :

L'équipe d'Analyse Crédit s'appuie sur des sources considérées comme fiables, notamment les fournisseurs de données comptables et de marché reconnus sur la place. Par ailleurs, l'équipe d'Analyse Crédit utilise directement les données publiées par les émetteurs (rapports annuels, rapports trimestriels, présentations investisseurs). Enfin, l'Analyse Crédit échange régulièrement avec les directions financières/générales des émetteurs. Elle peut ponctuellement faire appel à des experts externes.

Description de la méthodologie :

La méthodologie interne de notation distingue les émetteurs non-financiers des émetteurs financiers.

Pour être éligibles, les titres acquis en portefeuille, doivent, au moment de l'acquisition être considérés de « haute qualité » en application de la politique interne d'évaluation de la qualité de crédit de la société de gestion.

Ainsi, pour qu'un titre soit considéré de « haute qualité » :

- son émetteur doit avoir reçu une notation de l'équipe d'analyse crédit interne ; et
- le titre doit avoir passer le filtre de la matrice Haute Qualité (matrice HQ) instauré par la société de gestion (l'équipe Risques d'investissement valide les paramètres de la matrice HQ proposés par la gestion).

Cette matrice prend en compte les notations émises par l'équipe d'analyse crédit mais aussi les notations émises par les agences de notation externes, lorsqu'elles existent. La matrice de haute qualité de crédit se réfère ainsi de manière non exclusive et non systématique aux notations court terme des agences de notation enregistrées auprès de l'ESMA.

Cette matrice prend en compte l'ensemble de ces éléments de notation pour définir ainsi l'éligibilité d'un titre mais prend également en compte la durée de vie du titre pour définir en résultante l'exposition maximale permise sur un émetteur donné. Il en résulte une pondération liée à la durée des titres et à la qualité des notations.

En cas de dégradation de la notation d'un titre détenu en portefeuille qui le rendrait inéligible à l'investissement selon la méthodologie de haute qualité de crédit ou en cas de situations exceptionnelles, l'Analyse Crédit sera sollicitée par la gestion pour émettre un avis quant au risque de défaut sur l'horizon de placement des titres monétaires détenus en portefeuille. En coordination avec l'équipe des Risques d'Investissement, le gérant devra céder les titres en tenant compte de l'intérêt des porteurs. Cet intérêt peut commander le maintien du titre à l'actif du Fonds.

Revue :

La méthodologie d'évaluation de la qualité de crédit est revue annuellement et soumise à la validation de la Direction Générale d'Ofi Invest Asset Management. La revue se fait en s'appuyant notamment sur une approche back testing des notations.

En cas de modification substantielle de la méthodologie, les notations seront revues sous un délai raisonnable. Une modification de la méthodologie sera jugée substantielle lorsque les notations sont susceptibles d'être modifiées lors de l'application des nouvelles règles.

Par ailleurs, un rapport sur le profil de risque de crédit des fonds monétaires par les Risques d'Investissement, fondé sur une analyse des évaluations internes de la qualité de crédit des fonds est présenté au moins annuellement au Comité des Risques d'investissement dont les Directeurs Généraux Délégués sont membres.

Cette procédure d'évaluation de la qualité de crédit est disponible sur le site d'Ofi Invest Asset Management : <https://www.ofi-invest-am.com>.

Instruments dérivés :

Stratégies sur les contrats financiers :

Le Fonds Ofi Invest ESG Liquidités pourra intervenir sur des instruments financiers à terme (négociés sur des marchés réglementés français et étranger et/ou de gré à gré). Dans ce cadre, le gérant pourra prendre des positions en vue de couvrir le portefeuille aux risques de taux dans le but de réaliser l'objectif de gestion. Les opérations sur les instruments dérivés ne peuvent être conclues que dans un but de couverture. L'exposition au risque change est nulle, le Fonds neutralise le risque de change par l'utilisation d'instruments financiers dérivés de type « swaps », notamment de « swaps de devise ». Le Fonds est géré à l'intérieur d'une fourchette de sensibilité aux taux d'intérêt comprise entre 0 et 0,5. Les contrats financiers sont pris en compte pour le calcul de la DVMP et de la MMP.

Engagement du Fonds sur les contrats financiers :

La méthode de calcul du ratio du risque global est la méthode de l'engagement.

Contreparties aux opérations sur contrats financiers négociés de gré à gré :

Le gérant peut traiter des opérations de gré à gré avec les contreparties suivantes : JPMorgan, BNP, Société Générale, Morgan Stanley. En outre, la société de gestion entretient des relations avec les contreparties suivantes avec lesquelles le gérant pourrait être amené à traiter : Bank of America Merrill Lynch, UBS, CACIB, Goldman Sachs, Natixis, Barclays et HSBC. La société de gestion du Fonds sélectionne ses contreparties en raison de leur expertise sur chaque catégorie d'opération et type de sous-jacent, de leur juridiction d'incorporation et de l'appréciation de la société de gestion sur leur risque de défaut. Aucune de ces contreparties ne dispose d'un pouvoir de décision discrétionnaire sur la composition ou la gestion du portefeuille du Fonds ou sur l'actif sous-jacent des contrats financiers acquis par le Fonds, ni ne doit donner son approbation pour une quelconque transaction relative au portefeuille. De par les opérations réalisées avec ces contreparties, le Fonds supporte le risque de leur défaillance (insolvabilité, faillite...). Dans une telle situation, la valeur liquidative du Fonds peut baisser (voir définition de ce risque dans la partie « Profil de risque » ci-dessous).

Garanties financières :

Conformément à la politique interne de la société de gestion et dans le but de limiter les risques, cette dernière a mis en place des contrats de garanties financières, communément dénommés « collateral agreement » avec ses contreparties. Les garanties financières autorisées par ces contrats sont les sommes d'argent en euros ou en devises ainsi que pour certains d'entre eux, les valeurs mobilières. La société de gestion ne recevant pas de titres financiers en garantie, elle n'a ni politique de décote des titres reçus, ni méthode d'évaluation des garanties en titres.

En cas de réception de garanties financières en espèces, celles-ci pourront être :

- Investies dans des organismes de placement collectif (OPC) Monétaire Court Terme, ou
- Non investies et déposées dans un compte espèces tenu par le Dépositaire du Fonds

La gestion des garanties financières peut entraîner des risques opérationnels, juridiques et de conservation. Les risques associés aux réinvestissements des actifs reçus dépendent du type d'actifs ou du type d'opérations et peuvent consister en des risques de liquidité ou des risques de contrepartie.

La société de gestion dispose des moyens humains et techniques nécessaires à la maîtrise de ces risques.

Les garanties financières reçues des contreparties ne font pas l'objet de restrictions concernant leur réutilisation.

Le Fonds n'impose pas de restriction à ses contreparties concernant la réutilisation des garanties financières livrées par le Fonds.

Conservation :

Les instruments dérivés et les garanties reçues sont conservés par le Dépositaire du Fonds.

Rémunération :

Le Fonds est directement contrepartie aux opérations sur instruments dérivés et perçoit l'intégralité des revenus générés par ces opérations. Ni la société de gestion, ni aucun tiers ne perçoivent de rémunération au titre de ces opérations.

Titres intégrant des dérivés :

Ces titres désignent des instruments financiers auxquels sont attachés un droit de conversion, de souscription ou d'exercice d'une option de rachat ou de vente. Les obligations convertibles, les bons de souscription, les titres callables/puttables, warrants font partie de cette catégorie de titres.

Le gérant peut recourir à des titres intégrant des dérivés dans le cas où ces titres offrent une alternative par rapport aux autres instruments financiers ou si ces titres n'ont pas d'offre identique sur le marché des autres instruments financiers. Il pourra utiliser les titres intégrant des dérivés dans la limite de l'actif net, dans le respect des expositions aux différents risques prévues dans le Prospectus.

Dépôts :

Le Fonds pourra effectuer des dépôts d'une durée maximum de 12 mois auprès d'un ou plusieurs établissements de crédit. Ces dépôts remplissent obligatoirement toutes les conditions suivantes :

- Ils sont remboursables sur demande ou peuvent être retirés à tout moment ;
- Ils arrivent à échéance dans les douze mois maximum ;
- L'établissement de crédit a son siège social dans un État membre ou, s'il a son siège social dans un pays tiers, il est soumis à des règles prudentielles considérées équivalentes aux règles édictées dans le droit de l'Union conformément à la procédure visée à l'article 107, paragraphe 4, du règlement (UE) no 575/2013.

Emprunts d'espèces :

Néant. Néanmoins lors de situations exceptionnelles comme en cas de rachats importants ou d'opération au crédit du compte non dénouée pour raison technique, le Fonds pourra exceptionnellement être débitrice temporairement. Le cas échéant, ces situations exceptionnelles ou cas de rachats importants ou d'opération au crédit du compte non dénouée pour raison technique seront documentés et résorbés au plus vite dans le meilleur intérêt des porteurs.

Opérations d'acquisitions et cessions temporaires de titres :

Stratégies sur les opérations d'acquisitions ou de cessions temporaires de titres :

Les opérations éventuelles d'acquisitions ou de cessions temporaires de titres sont réalisées par référence au Code monétaire et financier et au Règlement (UE) 2017/1131 du Parlement Européen et du Conseil du 14 juin 2017 sur les fonds monétaires. Elles sont réalisées dans le cadre de la gestion de la trésorerie et/ou de l'optimisation des revenus du Fonds. Ces opérations consistent en des prises et des mises en pensions.

Les opérations d'acquisitions et de cession temporaires de titres peuvent être réalisées :

- jusqu'à 100% de l'actif du Fonds pour les opérations de prise en pension ;
- à hauteur de 10% de l'actif du Fonds pour les opérations de mise en pension, uniquement à des fins de gestion de liquidités.

Effet de levier maximum :

Le niveau d'exposition consolidé du FCP, calculé selon la méthode de l'engagement intégrant l'exposition par l'intermédiaire de titres vifs, de parts ou d'actions d'OPC et d'instruments dérivés est limitée à 200% de l'actif net (levier brut), et à 100% de l'actif net (levier net). Les opérations de prêt ou d'emprunt de titres sont interdites. Ces opérations sont prises en compte pour le calcul de la DVMP et de la MMP. Le Fonds ne réalisant actuellement pas d'opérations d'acquisitions et de cessions temporaires de titres, l'incidence de ces activités sur le rendement du Fonds est inexistante.

Contreparties aux opérations d'acquisitions et cessions temporaires de titres :

Le gérant peut traiter des opérations de gré à gré avec les contreparties suivantes : Barclays, BNP Paribas, CACIB, HSBC, Natixis, Société Générale et UBS. En outre, la société de gestion entretient des relations avec les contreparties suivantes avec lesquelles le gérant pourrait être amené à traiter : Bank of America Merrill Lynch, Goldman Sachs, JPMorgan et Morgan Stanley. La société de gestion du Fonds sélectionne ses contreparties en raison de leur expertise sur chaque catégorie d'opération et type de sous-jacent, de leur juridiction d'incorporation et de l'appréciation de la société de gestion sur leur risque de défaut. Aucune de ces contreparties ne dispose d'un pouvoir de décision discrétionnaire sur la composition ou la gestion du portefeuille du Fonds ou sur l'actif sous-jacent des contrats financiers acquis par le Fonds, ni ne doit donner son approbation pour une quelconque transaction relative au portefeuille.

Risques associés aux opérations d'acquisitions et cessions temporaires de titres :

Risque de contrepartie :

De par les opérations réalisées avec ces contreparties, le Fonds supporte le risque de leur défaillance (insolvabilité, faillite...). Dans une telle situation, la valeur liquidative du Fonds peut baisser (voir définition de ce risque dans la partie « Profil de risque » ci-dessous).

Risque de conflits d'intérêt :

La société de gestion n'a pas décelé de conflits d'intérêt, dans le cadre des opérations d'acquisitions et cessions temporaires de titres, entre le Fonds d'une part et les contreparties et le Dépositaire d'autre part et n'a pas de lien capitalistique direct ou indirect avec ces entités.

Garanties financières :

La gestion des garanties financières peut entraîner des risques opérationnels, juridiques et de conservation. Les risques associés aux réinvestissements des actifs reçus dépendent du type d'actifs ou du type d'opérations et peuvent consister en des risques de liquidité ou des risques de contrepartie. La société de gestion dispose des moyens humains et techniques nécessaires à la maîtrise de ces risques. Les garanties financières reçues des contreparties ne font pas l'objet de restrictions concernant leur réutilisation. Le Fonds n'impose pas de restriction à ses contreparties concernant la réutilisation des garanties financières livrées par le Fonds.

Conservation :

Les opérations d'acquisitions et cessions temporaires de titres et les garanties reçues sont conservées par le Dépositaire du Fonds.

Rémunération des opérations d'acquisitions et cessions temporaires de titres :

Des informations complémentaires figurent à la rubrique frais et commissions sur les conditions de rémunération des cessions et acquisitions temporaires de titres. Le Fonds est directement contrepartie aux opérations sur instruments dérivés et perçoit l'intégralité des revenus générés par ces opérations. Ni la société de gestion, ni aucun tiers ne perçoivent de rémunération au titre de ces opérations.

Profil de risque :

Le Fonds est un OPCVM classé « Fonds Monétaire à valeur liquidative variable (VNAV) à caractère standard ». L'investisseur est donc principalement exposé aux risques ci-dessous, lesquels ne sont pas limitatifs.

Risque de capital et de performance :

L'investisseur est averti que la performance du Fonds peut ne pas être conforme à ses objectifs et que son capital peut ne pas lui être intégralement restitué, le Fonds ne bénéficiant d'aucune garantie ou protection du capital investi.

Risque de crédit :

Dans le cas d'une dégradation des émetteurs privés (par exemple de leur notation par les agences de notation financière), ou de leur défaillance, la valeur des obligations privées peut baisser. La valeur liquidative du Fonds peut donc baisser.

Risque de taux d'intérêt :

Il s'agit du risque de variations des taux d'intérêts affectant les instruments de taux en portefeuille. L'exposition au risque de taux est limitée et portera marginalement sur la fraction des actifs investis à taux fixe.

Risque de contrepartie :

Il s'agit du risque lié à l'utilisation par le Fonds d'instruments financiers à terme, de gré à gré, et/ou au recours à des opérations d'acquisitions et de cessions temporaires de titres. Ces opérations conclues avec une ou plusieurs contreparties éligibles, exposent potentiellement le Fonds à un risque de défaillance de l'une de ces contreparties pouvant conduire à un défaut de paiement.

Risque de durabilité :

Les risques de durabilité sont principalement liés aux événements climatiques résultant de changements liés au climat (appelés risques physiques), de la capacité de réponse des sociétés au changement climatique (appelés risques de transition) et pouvant résulter sur des pertes non anticipées affectant les investissements du FCP et ses performances financières. Les événements sociaux (inégalités, relations de travail, investissement dans le capital humain, prévention des accidents, changement dans le comportement des consommateurs etc.) ou les lacunes de gouvernance (violation récurrente et significative des accords internationaux, corruption, qualité et sécurité des produits et pratiques de vente) peuvent aussi se traduire en risques de durabilité.

Durée de placement recommandée

Inférieure à 3 mois.

CHANGEMENT(S) INTERVENU(S) AU COURS DE L'EXERCICE

15/11/2024 :

Création de la part dénommée « Afer Génération Liquidités » - Code ISIN : FR001400RXT5

14/03/2025 :

Actualisation de la politique d'évaluation de la qualité de crédit.

16/05/2025 :

ESMA fund naming : ajout des exclusions PAB (Paris Aligned Benchmark).

27/06/2025 :

Création de la part dénommée « RF » - Code ISIN : FR00140107Q0

01/07/2025 : concerne la société de gestion Ofi Invest Asset Management

- Nouveau siège social : 127-129, quai du Président Roosevelt – 92130 Issy-les-Moulineaux
- Nouvelle immatriculation au registre du commerce et des sociétés (RCS) : Nanterre 384 940 342
- Les coordonnées téléphoniques et électroniques restent inchangées.
- Les DIC, Prospectus et Règlement seront mis à jour à l'occasion d'une prochaine modification.

21/07/2025 :

Le Fonds peut recourir aux titres intégrant des dérivés (callable/puttable).

01/09/2025 :

Création de la part dénommée « VYV Monétaire » - Code ISIN : FR0014010X27

CHANGEMENT(S) À VENIR

Néant.

AUTRES INFORMATIONS

Les documents d'information (prospectus, rapport annuel, rapport semestriel, composition de l'actif) sont disponibles gratuitement dans un délai de huit jours ouvrés sur simple demande écrite du porteur auprès de :

Ofi Invest Asset Management

Service juridique

Siège social : 127-129, quai du Président Roosevelt – 92130 Issy-les-Moulineaux (France)

- Pour le prospectus : ld-juridique.produits.am@ofi-invest.com
- Pour le rapport annuel, semestriel et composition de l'actif : DJ_Reporting-reglementaire_OPC-FR@ofi-invest.com



Ces documents sont également disponibles sur le site : <https://www.ofi-invest-am.com>

RAPPORT D'ACTIVITÉ

Contexte économique et financier

États-Unis : une résilience affirmée malgré un début d'année incertain

Après une année 2024 marquée par une croissance solide de 2,8%, soutenue par un emploi dynamique et une consommation vigoureuse, l'économie américaine a connu un début d'année 2025 plus contrasté. Le retour de Donald Trump à la présidence et l'annonce d'un tarif douanier minimum de 10% sur toutes les importations ont ravivé les tensions commerciales, provoquant une forte volatilité² du commerce extérieur et un repli du PIB de 0,6% au premier trimestre.

Malgré ce contexte incertain, le deuxième trimestre a marqué un retour en force de la croissance, avec une révision à la hausse du PIB à +3,8%. Les indicateurs d'activité sont restés solides, notamment sur le front de la consommation et de l'investissement, confirmant la résilience de l'économie américaine. La signature du « One Big Beautiful Bill », combinant baisses d'impôts pour les ménages, incitations fiscales pour les entreprises, coupes budgétaires dans l'aide sociale et investissements militaires, a renforcé les anticipations de déficit budgétaire, tout en soutenant les rendements obligataires.

Par ailleurs, les accords commerciaux conclus avec des partenaires clés (Japon, Union Européenne, Corée du Sud) ont contribué à apaiser les tensions douanières, créant un climat plus favorable aux actifs risqués. Enfin, la Réserve fédérale américaine a procédé en septembre 2025 à sa première baisse de taux de l'année, ramenant le taux directeur à 4,25%, en réponse à un affaiblissement du marché du travail. Deux nouvelles baisses sont anticipées d'ici la fin de l'année, ce qui pourrait prolonger le soutien à l'activité dans un contexte de ralentissement attendu en fin d'année.

Europe : entre protectionnisme et plan de relance

En 2024, la croissance de la zone euro est restée modeste à 0,9%, avec de fortes disparités entre pays. Le début de l'année 2025 a été marqué par une normalisation de l'inflation, permettant à la Banque Centrale Européenne d'assouplir sa politique monétaire. Les taux directeurs ont été ramenés à un niveau neutre de 2%, après huit baisses consécutives depuis juin 2024.

Au premier semestre, la consommation a été soutenue par les gains de pouvoir d'achat et un chômage historiquement bas. En revanche, l'investissement des entreprises reste pénalisé par les incertitudes liées au protectionnisme, notamment dans le cadre des tensions commerciales avec les États-Unis. Dès 2026, le plan de relance allemand de 500 milliards d'euros et les dépenses militaires européennes pourraient redonner de l'élan à l'activité. L'économie européenne a montré des signes de ralentissement au cours de l'été, avec une croissance quasi-stagnante au deuxième trimestre.

En juillet, les marchés ont été pénalisés par l'offensive commerciale américaine, qui a particulièrement affecté les secteurs exportateurs, notamment en Allemagne et en France.

En août, les inquiétudes se sont accentuées avec l'instabilité politique en France, ravivée par l'annonce d'un vote de confiance à l'Assemblée nationale. En septembre, cette instabilité a culminé avec la chute du gouvernement Bayrou et la nomination de Sébastien Lecornu, cinquième Premier ministre en deux ans. Dans ce contexte, l'agence de notation³ Fitch a abaissé la note souveraine de la France de AA- à A+, pointant une capacité politique affaiblie à mener une consolidation budgétaire.

² Mesure la variation ou l'amplitude des fluctuations d'un actif financier ou d'un marché sur une période donnée, reflétant le niveau de risque ou d'incertitude associé à cet actif.

³ Organisme qui analyse la capacité d'un émetteur à rembourser ses dettes et évalue le risque associé à ses titres financiers. Elle attribue des notes qui reflètent la qualité du crédit et la probabilité de défaut.

Taux monétaires :

Après une année 2024 marquée par un assouplissement monétaire des deux côtés de l'Atlantique, les trajectoires ont commencé à diverger en 2025. **La Banque centrale européenne (BCE)** a progressivement réduit ses taux depuis juin 2024, atteignant 2% en juin 2025. Cet été, elle a marqué une pause, maintenant ses taux stables en juillet et août, laissant entendre que le cycle de baisse pourrait toucher à sa fin. **La Réserve fédérale américaine (Fed)** a procédé en septembre à une baisse de 25 points de base, ramenant ses taux à une fourchette de 4,00 – 4,25%, en réponse à un affaiblissement du marché du travail et à des risques accrus sur la consommation. Deux nouvelles baisses sont anticipées d'ici la fin de l'année. La Banque populaire de Chine a poursuivi sa politique accommodante, réduisant ses taux et le ratio de réserves obligatoires pour soutenir l'économie face à la faiblesse du secteur immobilier. **La Banque du Japon** a relevé son taux directeur à 0,5% en janvier 2025, puis a mis en pause la normalisation de sa politique monétaire pour prendre en compte les tensions commerciales liées aux politiques protectionnistes américaines.

Taux longs⁴ :

Sur l'exercice, les rendements des obligations à 10 ans ont suivi des trajectoires divergentes entre les États-Unis et l'Europe. **Aux États-Unis**, le rendement du bon du Trésor à 10 ans s'est établi à 4,17% fin septembre, en baisse par rapport aux 4,8% observés en début d'année. Ce recul s'explique par les anticipations de nouvelles baisses de taux de la Fed, bien que la prime de terme reste élevée en raison des incertitudes persistantes autour des politiques budgétaires et commerciales de l'administration Trump. **En Allemagne**, le rendement du Bund à 10 ans a légèrement reculé à 2,68%, après avoir atteint un pic à 2,74% plus tôt dans le mois. Les taux restent soutenus par les perspectives de fin du cycle d'assouplissement de la BCE et par les tensions commerciales avec les États-Unis. **En France**, les tensions politiques ont continué de peser sur les marchés obligataires. Le rendement de l'OAT à 10 ans a atteint 3,60 %, avec un spread⁵ vis-à-vis du Bund allemand proche de 80 points de base, son plus haut niveau depuis mars. Cette hausse reflète la nervosité des investisseurs face à la dégradation de la note souveraine française et à l'instabilité gouvernementale.

Crédit⁶ :

Les marchés du crédit continuent de faire preuve de résilience, malgré les pressions liées à un ralentissement potentiel de la croissance induit par une hausse des tarifs, ainsi que la volatilité⁷ persistante des taux d'intérêt. Les obligations du secteur privé ont enregistré de solide performance sur l'exercice, notamment sur le segment du crédit spéculatif à haut rendement⁸ avec un rendement de 6,76% à fin septembre 2025 (indice Bloomberg Global High Yield TR⁹). En comparaison, le segment des obligations de bonne qualité¹⁰ (indice Bloomberg Global Aggregate Corporate¹¹) a affiché un rendement plus modéré de 4,31% à fin septembre 2025. Durant l'exercice, les spreads de crédit¹² se sont élargis en avril 2025 dans un contexte de tensions géopolitiques et de guerre commerciale. Ces derniers ont entièrement retracé l'élargissement observé lors du « Liberation Day »¹³ et se situent actuellement à des niveaux historiquement bas. Après un ralentissement temporaire en avril lié aux incertitudes du « Liberation Day », l'activité sur le marché primaire a nettement rebondi en mai et juin. La demande est restée soutenue sur les marchés du crédit, tant aux États-Unis qu'en Europe, portée par des rendements toujours attractifs. Malgré un contexte de croissance plus modérée, les fondamentaux des entreprises demeurent solides, bien que les tensions tarifaires pèsent sur la visibilité des bénéfices.

⁴ Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

⁵ Désigne l'écart, mesuré en points de base, entre les taux d'intérêt de deux obligations ou instruments financiers.

⁶ Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

⁷ Mesure la variation ou l'amplitude des fluctuations d'un actif financier ou d'un marché sur une période donnée, reflétant le niveau de risque ou d'incertitude associé à cet actif.

⁸ Obligations dites « High Yield » qui reçoivent une note de Standards & Poor's et Fitch allant de D à BB-, de C à Ba1 de Moody's. Ces obligations sont considérées comme plus risquées et elles offrent, en contrepartie de ce risque, des rendements plus élevés.

⁹ Indice Bloomberg Global High Yield TR : Indice de référence mesurant la performance des obligations spéculative à haut rendement au niveau mondial.

¹⁰ Les obligations moins risquées que les titres spéculatifs, dites « Investment Grade » reçoivent une note de Standard & Poor's et Fitch comprise entre BBB- et AAA et entre Baa3 et Aaa de Moody's pour les plus solides.

¹¹ Indice Bloomberg Global Aggregate Corporate : indice de référence mesurant la performance des obligations de bonne qualité au niveau mondial.

¹² Différence de rendement entre une obligation risquée et une obligation sans risque, servant d'indicateur du risque perçu par le marché et de la prime exigée par les investisseurs pour assumer ce risque.

¹³ L'annonce par le président américain d'une nouvelle politique commerciale incluant des droits de douane massifs, créant une forte volatilité sur les marchés financiers internationaux.

Actions¹⁴ :

Les marchés actions ont poursuivi leur ascension, flirtant avec leurs plus hauts historiques, malgré un environnement mondial marqué par des incertitudes macroéconomiques et géopolitiques. Cette dynamique s'est appuyée sur la vigueur des résultats d'entreprises, la résilience économique et l'enthousiasme autour des technologies, notamment l'intelligence artificielle. **Aux États-Unis**, la vigueur du marché actions s'est confirmée, malgré les tensions politiques liées au mandat Trump. Le « Liberation Day » du 2 avril, marqué par l'annonce de nouveaux droits de douane, a provoqué une correction brutale des indices. Pourtant, cette secousse s'est révélée transitoire : les marchés ont rapidement rebondi, portés par des résultats solides et l'enthousiasme autour de l'IA. Les secteurs technologique, financier et des services de communication ont mené la reprise. Les entreprises ont su préserver leurs marges en adaptant leurs chaînes d'approvisionnement, renforçant la confiance des investisseurs. Sur l'exercice, le S&P 500 progresse de plus de 17% à fin septembre (cours de clôture, dividendes réinvestis) et a établi de nouveaux records sur ce dernier mois. **En Europe**, le début d'année a été marqué par une instabilité politique et les répercussions de la guerre commerciale mondiale. Toutefois, un net rattrapage s'est amorcé au second semestre, porté par un environnement politique plus stable et des plans de relance ambitieux, notamment en Allemagne. Le programme d'investissement allemand, centré sur la défense et les infrastructures, a été salué par les marchés et a soutenu les valeurs industrielles. Le DAX s'est envolé à près de 20% depuis janvier (cours de clôture, dividendes réinvestis), porté par des entreprises stratégiques telles que Rheinmetall, Siemens et SAP¹⁵. L'Eurostoxx 50 a également bénéficié de ce regain d'intérêt pour les marchés européens, clôturant l'exercice sur une performance de plus de 14% à fin septembre (cours de clôture, dividendes réinvestis).

Politique de gestion

L'actif net du Fonds ressort en baisse sur une année glissante, passant de 6 021 Md€ au 30 septembre 2024 à 4 879 Md€ au 30 septembre 2025.

Au niveau de la WAM (Weighted Average Maturity), la stratégie de la gestion a été prudente avec une sensibilité au taux ressortant en moyenne à 4 jours équivalente à l'année précédente bien qu'en légère augmentation sur la fin de l'exercice (6 jours). Malgré un contexte de baisse des taux de la Banque centrale européenne (BCE), 6 baisses de taux avec des pas de -0.25 bp (point de base), nous sommes restés prudent – achetant soit des papiers directement indexés contre Ester, soit en mettant en place des swaps de taux. Nous n'avons pas utilisé les dérivés de crédit ni les marchés à terme ou conditionnels.

La WAL (Weighted Average Life) ressort en hausse, puisqu'elle est passée de 128 jours à 137 jours en moyenne pour l'exercice 2025. Ce rallongement du portefeuille s'explique par un positionnement tactique du portefeuille pour saisir les spreads sur le secteur bancaire sur des maturités longues (1 an) qui sont restés sur des fourchettes de spread assez élevées autour de 30 bps (points de base). Au niveau de la répartition sectorielle, on constate une stabilité de notre exposition sur les bancaires avec en moyenne une exposition de 61%. Cela s'explique par les niveaux attractifs proposés par les banques et la présence structurelle des corporates sur les parties courtes de la courbe (1-3 mois) moins rémunératrices pour le portefeuille.

¹⁴ Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

¹⁵ Les sociétés citées ne le sont qu'à titre d'information. Il ne s'agit ni d'une offre de vente, ni d'une sollicitation d'achat de titres.

Performances

Entre le 30/09/2024 et le 30/09/2025, la performance s'élève à 2,56% pour la part A, 2,73% pour la part C/D et 2,72% pour la part I contre 2,64% pour son indice de référence (€STR capitalisé + 5 bp).

Entre le 15/11/2024 (date de création) et le 30/09/2025, la performance de la part Afer Génération Liquidités s'élève à 2,24% contre 2,19% pour son indice de référence (€STR capitalisé + 5 bp).

Entre le 31/07/2025 (date de création) et le 30/09/2025, la performance de la part RF s'élève à 0,35% contre 0,34% pour son indice de référence (€STR capitalisé + 5 bp).

Nom	Code ISIN	Date de début	Date de fin	Net Ptf Return	Benchmark Return	VL de début	VL de fin
Ofi Invest ESG Liquidités PART A	FR001400KPY6	30/09/2024	30/09/2025	2,56%	2,64%	103,15 €	105,79 €
Ofi Invest ESG Liquidités Part AFER GENERATION LIQUIDITES	FR001400RXT5	17/11/2024	30/09/2025	2,24%	2,19%	100,00 €	102,24 €
Ofi Invest ESG Liquidités PART C/D	FR0000008997	30/09/2024	30/09/2025	2,73%	2,64%	4 612,46 €	4 738,54 €
Ofi Invest ESG Liquidités PART I	FR001400KPZ3	30/09/2024	30/09/2025	2,72%	2,64%	1 032,99 €	1 061,13 €
Ofi Invest ESG Liquidités PART RF	FR00140107Q0	31/07/2025	30/09/2025	0,35%	0,34%	100,00 €	100,35 €
Ofi Invest ESG Liquidités PART VYV Monétaire	FR0014010X27	aucun porteur au 30/09/2025		-	-	-	-

Les performances passées ne préjugent pas des performances futures. Elles ne sont pas constantes dans le temps.

Principaux mouvements intervenus dans le portefeuille au cours de l'exercice

				MOUVEMENTS (en devise de comptabilité, hors frais)	
NOM_FONDS	CATEGORIE	ISIN	TITRE	ACQUISITIONS	CESSIONS
OFI INVEST ESG LIQUIDITE:	OPC	FR0007045109	FEDERAL SUPPORT MONET ESG FCP	2 697 844 318.45	2 940 838 039.23
OFI INVEST ESG LIQUIDITE:	OPC	FR0013067808	BFT MONETARIE COURT TERME ISR C LIMAT SICAV	1 288 880 129.33	1 290 945 373.62
OFI INVEST ESG LIQUIDITE:	OPC	FR001400R6K0	OSTRUM SRI MONEY PLUS FCP	1 228 547 454.66	1 232 039 135.28
OFI INVEST ESG LIQUIDITE:	OPC	FR0010529743	OSTRUM SRI CASH EONIA FCP	193 997 433.68	296 537 035.14
OFI INVEST ESG LIQUIDITE:	TCN	FR0128299262	BNP PARIBAS OISEST+0.265% 31/01/2025		200 000 000.00
OFI INVEST ESG LIQUIDITE:	TCN	FR0128735109	CREDIT AGRICOLE SA ZCP 30/10/2024	124 988 959.31	125 000 000.00
OFI INVEST ESG LIQUIDITE:	TCN	FR0128904044	CREDIT AGRICOLE SA ZCP 05/11/2024	119 989 400.94	120 000 000.00
OFI INVEST ESG LIQUIDITE:	TCN	FR0128904606	CREDIT AGRICOLE ZCP 06/11/2024	109 990 284.19	110 000 000.00
OFI INVEST ESG LIQUIDITE:	TCN	FR0128352897	BPCE SA OISEST+0.33% 13/12/2024		103 886 681.00
OFI INVEST ESG LIQUIDITE:	TCN	FR0128352939	CREDIT AGRICOLE OISEST+0.31% 13/12/2024		100 031 641.00

INFORMATIONS RÉGLEMENTAIRES

Politique de vote

La politique menée par la société de gestion en matière d'exercice des droits de vote qui est disponible à l'adresse suivante : <https://www.ofi-invest-am.com/fr/politiques-et-documents> fait l'objet d'un rapport lui-même disponible à l'adresse suivante : <https://www.ofi-invest-am.com/fr/politiques-et-documents>

Critères ESG

La société de gestion met à la disposition de l'investisseur les informations sur les modalités de prise en compte, dans sa politique d'investissement, des critères relatifs au respect d'objectifs environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance (ESG) sur son site internet à l'adresse suivante : <https://www.ofi-invest-am.com/fr/politiques-et-documents>. Le rapport d'engagement est lui-même disponible à l'adresse suivante : <https://www.ofi-invest-am.com/fr/politiques-et-documents>

Procédure de choix des intermédiaires

Le Groupe Ofi Invest a mis en place une procédure de sélection et d'évaluation des intermédiaires de marchés qui permet de sélectionner, pour chaque catégorie d'instruments financiers, les meilleurs intermédiaires de marchés et de veiller à la qualité d'exécution des ordres passés pour le compte de nos OPC sous gestion.

Les équipes de gestion peuvent transmettre leurs ordres directement aux intermédiaires de marchés sélectionnés ou passer par la table de négociation du Groupe Ofi Invest, la société Ofi Invest Intermediation Services « OIS ». En cas de recours à OIS, des commissions de réception et transmissions des ordres seront également facturés au Fonds en complément des frais de gestion décrits ci-dessus.

Ce prestataire assure la réception transmission des ordres, suivie ou non d'exécution, aux intermédiaires de marchés sur les instruments financiers suivants : Titres de créance, Titres de capital, Parts ou Actions d'OPC, Contrats Financiers.

L'expertise de ce prestataire permet de séparer la sélection des instruments financiers (qui reste de la responsabilité de la société de gestion) de leur négociation tout en assurant la meilleure exécution des ordres.

Une évaluation multicritères est réalisée semestriellement par les équipes de gestion du Groupe Ofi Invest. Elle prend en considération, selon les cas, plusieurs ou tous les critères suivants :

- Le suivi de la volumétrie des opérations par intermédiaires de marchés ;
- L'analyse du risque de contrepartie et son évolution (une distinction est faite entre les intermédiaires « courtiers » et les « contreparties ») ;
- La nature de l'instrument financier, le prix d'exécution, le cas échéant le coût total, la rapidité d'exécution, la taille de l'ordre ;
- Les remontées des incidents opérationnels relevés par les gérants ou le Middle Office.

Au terme de cette évaluation, le Groupe Ofi Invest peut réduire les volumes d'ordres confiés à un intermédiaire de marché ou le retirer temporairement ou définitivement de sa liste de prestataires autorisés.

Cette évaluation pourra prendre appui sur un rapport d'analyse fourni par un prestataire indépendant.

La sélection des OPC s'appuie sur une triple analyse :

- Une analyse quantitative des supports sélectionnés ;
- Une analyse qualitative complémentaire ;
- Une Due Diligence qui a vocation à valider la possibilité d'intervenir sur un fonds donné et de fixer des limites d'investissements sur le fonds considéré et sur la société de gestion correspondante.

Un comité post-investissement se réunit tous les semestres pour passer en revue l'ensemble des autorisations données et les limites consommées.

Pour l'exécution sur certains instruments financiers, la société de gestion a recours à des accords de commission partagée (CCP ou CSA), aux termes desquels un nombre limité de prestataires de services d'investissement :

- Fournit le service d'exécution d'ordres ;
- Collecte des frais d'intermédiation au titre des services d'aide à la décision d'investissement ;
- Reverse ces frais à un tiers prestataire de ces services.

L'objectif recherché est d'utiliser dans la mesure du possible les meilleurs prestataires dans chaque spécialité (exécution d'ordres et aide à la décision d'investissement/désinvestissement).

Frais d'intermédiation

Conformément à l'article 321-122 du Règlement Général de l'AMF, le compte rendu relatif aux frais d'intermédiation est disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : <https://www.ofi-invest-am.com/fr/politiques-et-documents>

Méthode choisie par la société de gestion pour mesurer le risque global de l'OPC

La méthode retenue pour le calcul du risque global est la méthode de l'engagement.

Informations relatives à l'ESMA

Opérations de cessions ou d'acquisitions temporaires de titres (pensions livrées, prêts et emprunts) :

Cette information est traitée dans la section « Informations relatives à la transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation des instruments financiers – Règlement SFTR ».

Les contrats financiers (dérivés OTC) :

- Change : Pas de position au 30/09/2025
- Taux : **1 760 364 000 euros**
- Crédit : Pas de position au 30/09/2025
- Actions – CFD : Pas de position au 30/09/2025
- Commodities : Pas de position au 30/09/2025

Les contrats financiers (dérivés listés) :

- Futures : Pas de position au 30/09/2025
- Options : Pas de position au 30/09/2025

Les contreparties sur instruments financiers dérivés OTC :

- Néant.

Informations relatives à la transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation des instruments financiers – Règlement SFTR

Sur l'exercice clos au 30/09/2025, Ofi Invest ESG Liquidités n'a réalisé ni opération de financement sur titres, ni contrat d'échange sur rendement global.

Informations relatives aux rémunérations

Partie qualitative :

La politique de rémunération mise en œuvre repose sur les dispositions de la directive AIFMD et OPCVM 5 et intègre les spécificités de la directive MIFID 2 ainsi que du règlement SFDR en matière de rémunération.

Ces réglementations poursuivent plusieurs objectifs :

- Décourager la prise de risque excessive au niveau des OPC et des sociétés de gestion ;
- Aligner à la fois les intérêts des investisseurs, des gérants OPC et des sociétés de gestion ;
- Réduire les conflits d'intérêts potentiels entre commerciaux et investisseurs ;
- Intégrer les critères de durabilité.

La politique de rémunération conduite par le Groupe Ofi Invest participe à l'atteinte des objectifs que ce dernier s'est fixé en qualité de groupe d'investissement responsable au travers de son plan stratégique de long terme, dans l'intérêt de ses clients, de ses collaborateurs et de ses actionnaires. Cette politique contribue activement à l'attraction de nouveaux talents, à la fidélisation et à la motivation de ses collaborateurs, ainsi qu'à la performance de l'entreprise sur la durée, tout en garantissant une gestion appropriée du risque.

Les sociétés concernées par cette politique de rémunération sont les suivantes : Ofi Invest Asset Management et Ofi Invest Lux

La rémunération globale se compose des éléments suivants : une rémunération fixe qui rémunère la capacité à tenir un poste de façon satisfaisante et le cas échéant une rémunération variable qui vise à reconnaître la performance collective et individuelle, dépendant d'objectifs définis en début d'année et fonction du contexte et des résultats de l'entreprise mais aussi des contributions et comportements individuels pour atteindre ceux-ci. Pour plus d'informations, la politique de rémunération est disponible sur le site internet à l'adresse suivante : <https://www.ofi-invest-am.com/fr/politiques-et-documents>

Partie quantitative :

Montant des rémunérations versées par le gestionnaire à son personnel :

Sur l'exercice 2024, le montant total des rémunérations (incluant les rémunérations fixes et variables) versées par Ofi Invest Asset Management à l'ensemble de son personnel, soit 358 personnes (*) bénéficiaires (CDI/CDD/DG) au 31 décembre 2024 s'est élevé à 40 999 000 euros. Ce montant se décompose comme suit :

- Montant total des rémunérations fixes versées par Ofi Invest Asset Management sur l'exercice 2024 : 31 732 000 euros, soit 77% du total des rémunérations versées par le gestionnaire à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous la forme de rémunération fixe ;
- Montant total des rémunérations variables versées par Ofi Invest Asset Management sur l'exercice 2024 : 9 267 000 euros (**), soit 23% du total des rémunérations versées par le gestionnaire à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous cette forme. L'ensemble du personnel est éligible au dispositif de rémunération variable.

Par ailleurs, aucun « carried interest » n'a été versé pour l'exercice 2024.

Sur le total des rémunérations (fixes et variables) versées sur l'exercice 2024, 2 500 000 euros concernaient les « cadres dirigeants » (soit 7 personnes au 31 décembre 2024), 13 241 000 euros concernaient les « Gérants et Responsables de Gestion » dont les activités ont une incidence significative sur le profil de risques des fonds gérés (soit 74 personnes au 31 décembre 2024).

(* Effectif présent au 31 décembre 2024)

(** Bonus 2024 versé en février 2025)

Annexe d'informations périodiques pour les produits financiers visés à l'article 8, paragraphes 1, 2 et 2 bis, du règlement (UE) 2019/2088 et à l'article 6, premier alinéa, du règlement (UE) 2020/852

Dénomination du produit	Identifiant d'entité juridique
Ofi Invest ESG Liquidités	969500ITILXLOYG1E109

Caractéristiques environnementales et/ou sociales

Par investissement durable

on entend un investissement dans une activité économique qui contribue à un objectif environnemental ou social, pour autant qu'il ne cause pas de préjudice important à aucun de ces objectifs et que les sociétés dans lesquelles le produit financier a investi appliquent des pratiques de bonne gouvernance.

La **taxonomie de l'UE** est un système de classification institué par le règlement (UE) 2020/852 qui dresse une liste d'**activités économiques durables sur le plan environnemental**.

Ce règlement ne comprend pas de liste des activités économiques durables sur le plan social. Les investissements durables ayant un objectif environnemental ne sont pas nécessairement alignés sur la taxonomie.

Les **indicateurs de durabilité** permettent de mesurer la manière dont les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier sont atteintes.

Ce produit financier avait-il un objectif d'investissement durable ?

☒ ☒ ☐ Oui

☒ ☐ ☒ Non

☐ Il a réalisé des **investissements durables ayant un objectif environnemental** : ____ %

☒ Il **promouvait des caractéristiques environnementales et/ou sociales (E/S)** et, bien qu'il n'ait pas eu d'objectif d'investissement durable, il présentait une proportion de **53,53%** d'investissements durables :

☐ dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxonomie de l'UE

☐ ayant un objectif environnemental et réalisés dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxonomie de l'UE ;

☐ dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxonomie de l'UE

☒ ayant un objectif environnemental et réalisés dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxonomie de l'UE ;

☒ ayant un objectif social.

☐ Il a réalisé des **investissements durables ayant un objectif social** : ____ %

☐ Il promouvait des caractéristiques E/S, mais **n'a pas réalisé d'investissements durables**



Dans quelle mesure les caractéristiques environnementales et/ou sociales promues par ce produit financier ont-elles été atteintes ?

Ofi Invest ESG Liquidités (ci-après le « Fonds ») fait la promotion des caractéristiques environnementales et sociales grâce à une méthodologie de notation ESG propriétaire et, bien qu'il ou qu'elle n'ait pas eu d'objectifs d'investissement durable, il ou elle présentait une proportion de **53,53%** d'investissements durables.

En effet, afin d'évaluer les pratiques environnementales, sociales et de gouvernance des émetteurs, la Société de gestion s'appuie sur la méthodologie de notation ESG interne.

Les thèmes pris en compte dans la revue des bonnes pratiques ESG des émetteurs privés sont :

- Environnement : Changement climatique - Ressources naturelles - Financement de projets - Rejets

toxiques - Produits verts.

- Social : Capital humain - Sociétal - Produits et services - Communautés et droits humains
- Gouvernance : Structure de gouvernance - Comportement sur les marchés

Les thèmes pris en compte dans la revue des bonnes pratiques ESG des émetteurs publics sont :

- Gouvernance : Respect des citoyens - Qualité de la gestion - Indépendance et stabilité - éthique ;

- Sociétal : Emploi et marché du travail – Equité sociale – Education – Santé ;
- Environnemental : Energie et carbone – Gestion de l'eau et de la biodiversité – Limitation des rejets toxiques – Développement de filières vertes.

Le Fonds met en œuvre une approche ESG en "amélioration de note", qui consiste à obtenir une note ESG moyenne du Fonds, supérieure à la note ESG moyenne de l'univers ISR de comparaison, comprenant les valeurs composant l'univers monétaire.

L'univers monétaire est défini comme suit :

- L'indice Bank of America Merrill Lynch Euro Corporate (ER00) ;
- Les entreprises ayant un programme d'émissions auprès de la Banque de France sur des instruments du marché monétaire ;
- Les dettes des Etats de l'union Européenne ;
- Liste complémentaire d'émetteurs issus de pays membres de l'OCDE éligibles selon les critères d'investissement financiers mais qui ne seraient pas représentés par les ensembles décrits ci-dessus.

L'univers ISR de comparaison est cohérent avec l'indicateur de référence du Fonds.

● *Quelle a été la performance des indicateurs de durabilité ?*

Les performances des indicateurs de durabilité permettant de mesurer l'atteinte des caractéristiques environnementales et sociales du Fonds sont les suivantes :

- **Le pourcentage du nombre d'émetteurs du Fonds, identifiés comme non-investissables**, était de **1,2 %** ;
- **La part d'investissement durable du Fonds** a investi **53,53%** de son actif net dans des titres répondant à la définition de l'investissement durable d'Ofi Invest Asset Management.

De plus, dans le cadre du Label ISR français attribué au Fonds, les deux indicateurs suivants de suivi de la performance ESG ont également été retenus :

- **Indicateur environnemental (PAI 2)** : Tonnes de CO2 par million d'euros investi (Scopes 1, 2 et 3 divisé par l'EVIC): **550,60** ;
- **Indicateur social (PAI 13)** : Diversité des sexes au sein du conseil d'administration (ratio nombre de femmes / nombre d'hommes): **41,95 %**.

Le suivi des indicateurs, mentionnés précédemment, dans les outils de gestion permet d'affirmer qu'il n'y a pas eu de variations significatives des performances des indicateurs tout au long de la période de reporting considérée, entre le 1er octobre 2024 et 30 septembre 2025.

Pour plus d'informations sur ces indicateurs de durabilité et leur méthode de calcul, veuillez-vous référer au prospectus et à l'annexe précontractuelle du Fonds.

● *...et par rapport aux années précédentes ?*

Au 30 septembre 2024, les performances des indicateurs de durabilité permettant de mesurer l'atteinte des caractéristiques environnementales et sociales du Fonds sont les suivantes :

Emetteurs privés :

- **Le score ISR** : le score ISR du portefeuille a atteint **3,43** sur 5 ;
- **Le pourcentage d'émetteurs les moins performants en ESG appartenant à la catégorie « sous surveillance »** : **20%**.

De plus, dans le cadre du Label ISR français attribué au Fonds, parmi les quatre indicateurs E, S, G et Droits Humains, les deux indicateurs ESG suivants ont également été retenus :

- **Les émissions financées sur les scopes 1 et 2** : les émissions financées sur les scopes 1 et 2 représentent **23,33** tonnes d'émissions de CO2 équivalent par million d'euros investis par

rapport à son univers ISR dont les émissions financées sur les scopes 1 et 2 représentent **80,25** tonnes d'émissions de CO2 équivalent par million d'euros investis ;

- **La part des femmes dans les organes de gouvernance** : la part de femmes indépendantes au sein des organes de gouvernance est de **78,00%** par rapport à son univers dont la part est de **35%**.

Emetteurs publics : Il n'y pas eu d'émetteur public au sein du portefeuille au 30 septembre 2024.

Le suivi des indicateurs, mentionnés précédemment, dans les outils de gestion permet d'affirmer qu'il n'y a pas eu de variations significatives des performances des indicateurs tout au long de la période de reporting considérée, entre le 30 septembre 2023 et le 30 septembre 2024.

● ***Quels étaient les objectifs des investissements durables que le produit financier entendait notamment réaliser et comment les investissements durables effectués y ont-ils contribué ?***

Le Fonds s'engageait à détenir au minimum 20% de son actif net dans des titres répondant à la définition d'investissement durable d'Ofi Invest Asset Management.

Ainsi, comme indiqué ci-dessus le Fonds détient **53,53%**, en actif net, d'émetteurs contribuant à un objectif d'investissement durable. Ceci implique donc que ces émetteurs :

- ont contribué de manière positive ou apporté un bénéfice pour l'environnement et/ou la société ;
- n'ont pas causé de préjudice important ;
- et ont disposé d'une bonne gouvernance.

L'ensemble des filtres et indicateurs utilisés afin de définir un investissement durable est détaillé dans notre politique d'investissement responsable, disponible sur notre site Internet à l'adresse suivante : <https://www.ofi-invest-am.com/pdf/principes-et-politiques/politique-investissement-responsable.pdf>

Ces filtres sont paramétrés dans notre outil de gestion et assurés grâce à la mise à disposition des indicateurs ESG nécessaires.

● ***Dans quelle mesure les investissements durables que le produit financier a notamment réalisés n'ont-ils pas causé de préjudice important à un objectif d'investissement durable sur le plan environnemental ou social ?***

- *Comment les indicateurs concernant les incidences négatives ont-ils été pris en considération ?*

Afin de nous assurer que les émetteurs sous revue n'ont pas causé de préjudice important (Do Not Significantly Harm – DNSH) en matière de durabilité, Ofi Invest Asset Management a vérifié que ces émetteurs :

- n'étaient pas exposés aux Indicateurs d'incidences Négatives (PAI) : 4, 10 et 14 ;
- n'étaient pas exposés à des activités controversées ou jugées sensibles en matière de durabilité ;
- n'ont pas fait l'objet de controverses dont le niveau de sévérité est jugé très élevé.

Ces filtres sont paramétrés dans notre outil de gestion et assurés grâce à la mise à disposition des indicateurs ESG nécessaires.

- *Les investissements durables étaient-ils conformes aux principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et aux principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'Homme ? Description détaillée :*

Les **principales incidences négatives** correspondent aux incidences négatives les plus significatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité liés aux questions environnementales, sociales et de personnel, au respect des droits de l'homme et à la lutte contre la corruption et les actes de corruption.

Afin de nous assurer que les émetteurs définis comme investissement durable détenus dans le Fonds soient conformes aux principes de l'OCDE et aux principes directeurs des Nations Unies, Ofi Invest AM a veillé à ce que ces émetteurs :

- ne soient pas exposés à des activités liées à de typologies d'armes controversées, telles que les bombes à sous munitions ou mines antipersonnel, armes biologiques, armes chimiques... (PAI 14) ;
- ne violent pas les principes du pacte mondial des Nations unies et des principes directeurs de l'OCDE (PAI 10).

Ces filtres sont paramétrés dans notre outil de gestion et assurés grâce à la mise à disposition des indicateurs ESG nécessaires.

La taxonomie de l'UE établit un principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » en vertu duquel les investissements alignés sur la taxonomie ne devraient pas causer de préjudice important aux objectifs de la taxonomie de l'UE et s'accompagne de critères spécifiques de l'Union.

Le principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » s'applique uniquement aux investissements sous-jacents au produit financier qui prennent en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

Les investissements sous-jacents à la portion restante de ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.



● Comment ce produit financier a-t-il pris en considération les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité ?

Les méthodes d'évaluation par la Société de gestion des sociétés investies sur chacune des principales incidences négatives liées aux facteurs de durabilité sont les suivantes :

Tableau des principales incidences négatives :

Indicateurs climatiques et autres indicateurs liés à l'environnement		Métrique	Unité de mesure	Périmètre	Année N	Année N-1	Année N-2
Emissions de gaz à effet de serre (GES)	[PAI 1] ¹ Emissions de GES	Emissions de GES de niveau 1	Teq CO2	Portefeuille	65894,41	1518,17	1513,02
				Univers ISR	2873285,47	N/A	N/A
			Taux de couverture (%)	Portefeuille	90,10%	73,48%	68,23%
				Univers ISR	84,54 %	N/A	X
		Emissions de GES de niveau 2	Teq CO2	Portefeuille	10731,76	325,35	403,03
				Univers ISR	668428,32	N/A	N/A
			Taux de couverture (%)	Portefeuille	90,10%	73,48%	68,23%
				Univers ISR	84,54%	N/A	N/A
		Emissions de GES de niveau 3	Teq CO2	Portefeuille	536305,34	9583,13	18972,95
				Univers ISR	32984115,55	N/A	N/A
			Taux de couverture (%)	Portefeuille	90,10%	73,48%	68,23%
				Univers ISR	84,54 %	N/A	N/A
Emissions de gaz à effet de serre (GES)	[PAI 2] Empreinte carbone	Empreinte carbone (Emissions de GES de niveaux 1, 2 et 3 / EVIC)	Teq CO2	Portefeuille	612931,51	11489,65	20889,02
				Univers ISR	36525829,36	N/A	N/A
			Taux de couverture (%)	Portefeuille	90,10%	73,48%	68,23%
				Univers ISR	84,54 %	N/A	N/A
			(Teq CO2 / million d'EUR)	Portefeuille	159,31	185,77	327,40
				Univers ISR	533,47	N/A	X
			Taux de couverture (%)	Portefeuille	90,10%	73,48%	68,54%
				Univers ISR	83,89 %	N/A	N/A

¹ Ajustement de la formule d'agrégation du PAI 1 conformément à l'annexe I du règlement SFDR.

	[PAI 3] Intensité de GES des sociétés bénéficiaires des investissements	Intensité de GES des sociétés bénéficiaires des investissements (Émissions de GES de niveaux 1, 2 et 3 / CA)	(Teq CO2 / million d'EUR)	Portefeuille	462,46	488,45	716,03
				Univers ISR	820,76	N/A	N/A
			Taux de couverture (%)	Portefeuille	90,10%	73,48%	68,23%
				Univers ISR	84,54 %	N/A	N/A
	[PAI 4] Exposition à des sociétés actives dans le secteur des combustibles fossiles	Part d'investissement dans des sociétés actives dans le secteur des combustibles fossiles	Part d'investissement	Portefeuille	0,17%	0,17%	0,18%
				Univers ISR	10,35	N/A	N/A
			Taux de couverture (%)	Portefeuille	98,31%	98,23%	96,44%
				Univers ISR	85,30 %	N/A	N/A
	[PAI 5] Part de consommation et de production d'énergie non renouvelable	Part de la consommation et de la production d'énergie des sociétés bénéficiaires des investissements qui provient de sources d'énergie non renouvelables, par rapport à celle provenant de sources d'énergie renouvelables, exprimées en pourcentage du total des ressources d'énergie	Part d'énergie non renouvelable consommée (%)	Portefeuille	48,50%	49,79%	57,58%
				Univers ISR	62,32 %	N/A	N/A
			Taux de couverture (%)	Portefeuille	88,36%	88,08%	67,32%
				Univers ISR	78,87 %	N/A	N/A
			Part d'énergie non-renouvelable produite (%)	Portefeuille	62,91%	65,63%	77,24%
				Univers ISR	25,21 %	N/A	N/A
			Taux de couverture (%)	Portefeuille	16,37%	12,95%	6,5%
				Univers ISR	25,24 %	N/A	N/A
	[PAI 6] Intensité de consommation d'énergie par secteur à fort impact climatique	Consommation d'énergie en GWh par million d'euros de chiffre d'affaires des sociétés bénéficiaires d'investissements, par secteur à fort impact climatique	(GWh/million d'EUR)	Portefeuille	0,17	0,23	0,19
				Univers ISR	0,44	N/A	N/A
			Taux de couverture (%)	Portefeuille	96,17 %	97,71 %	94,56
				Univers ISR	83,00	N/A	N/A

Biodiversité	[PAI 7] Activités ayant une incidence négative sur des zones sensibles sur le plan de la biodiversité	Part des investissements effectués dans des sociétés ayant des sites/établissements situés dans ou à proximité de zones sensibles sur le plan de la biodiversité, si les activités de ces sociétés ont une incidence négative sur ces zones	Part d'investissement (%)	Portefeuille	0%	PAI non couvert	0,66%
				Univers ISR	1,23 %		N/A
			Taux de couverture (%)	Portefeuille	97,47%	X%	96,46%
				Univers ISR	79,36 %	N/A	N/A
Eau	[PAI 8] ² Rejets dans l'eau	Tonnes de rejets dans l'eau provenant des sociétés bénéficiaires d'investissements, par million d'euros investi, en moyenne pondérée	T/million d'EUR CA	Portefeuille	8807,23	1250,72	2595,68
				Univers ISR	79,36 %	N/A	N/A
			Taux de couverture (%)	Portefeuille	97,47%	X%	96,46%
				Univers ISR	79,36 %	N/A	N/A

² Ajustement de la formule d'agrégation du PAI 8 conformément à l'annexe I du règlement SFDR.

Déchets	[PAI 9] ³ Ratio de déchets dangereux et de déchets radioactifs	Tonnes de déchets dangereux et de déchets radioactifs produites par les sociétés bénéficiaires d'investissements, par million d'euros investi, en moyenne pondérée	(Tonnes)	Portefeuille	2355,72	93873,95	70491,90
				Univers ISR	769832,97	N/A	N/A
			Taux de couverture (%)	Portefeuille	2355,72	93873,95	70491,90
				Univers ISR	41,42	N/A	N/A
Indicateurs liés aux questions sociales, de personnel, de respect des droits de l'homme et de lutte contre la corruption et les actes de corruption		Métrique	Unité de mesure	Périmètre	Année N	Année N-1	Année N-2
Les questions sociales et de personnel	[PAI 10] Violations des principes du pacte mondial des Nations unies et des principes directeurs de l'OCDE pour les entreprises multinationales	Part d'investissement dans des sociétés qui ont participé à des violations des principes du Pacte mondial des Nations unies ou des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales	Part d'investissement (%)	Portefeuille	0%	0%	0,99%
				Univers ISR	0,73 %	N/A	N/A
			Taux de couverture (%)	Portefeuille	86,89%	90,86%	99,56%
				Univers ISR	85,43 %	N/A	N/A
	[PAI 11] Absence de processus et de mécanismes de conformité permettant de contrôler le respect des principes du Pacte mondial des Nations unies et de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales	Part d'investissement dans des sociétés qui n'ont pas de politique de contrôle du respect des principes du Pacte mondial des Nations unies ou des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, ni de mécanismes de traitement des plaintes ou des différends permettant de remédier à de telles violations	Part d'investissement (%)	Portefeuille	0,38%	0,38%	0,36%
				Univers ISR	39,46 %	N/A	N/A
			Taux de couverture (%)	Portefeuille	97,47%	101,13%	96,46%
				Univers ISR	82,11 %	N/A	N/A
	[PAI 12] Écart de rémunération entre hommes et femmes non corrigé	Écart de rémunération moyen non corrigé entre les hommes et les femmes au sein des sociétés bénéficiaires des investissements	Écart	Portefeuille	14,88%	0,15	0,18
				Univers ISR	15,29 %	N/A	N/A
			Taux de couverture (%)	Portefeuille	52,02%	41,55%	28,63%
				Univers ISR	30,33 %	N/A	N/A
Les questions sociales et de personnel	[PAI 13] Mixité au sein des organes de gouvernance	Ratio femmes/hommes moyen dans les organes de gouvernance des sociétés concernées, en pourcentage du nombre total de membres	Ratio (%)	Portefeuille	44,47%	43,68%	42,14%
				Univers ISR	36,93 %	N/A	N/A
			Taux de couverture (%)	Portefeuille	97,59%	100,74%	95,77%
				Univers ISR	84,54 %	N/A	N/A
	[PAI 14] Exposition à des armes controversées (mines antipersonnel, armes à sous-munitions, armes chimiques ou armes biologiques)	Part d'investissement dans des sociétés qui participent à la fabrication ou à la vente d'armes controversées	Part d'investissement (%)	Portefeuille	0%	0%	0%
				Univers ISR	16,32 %	N/A	N/A
			Taux de couverture (%)	Portefeuille	0%	0%	0%
				Univers ISR	100 %	N/A	N/A
Indicateurs climatiques et autres indicateurs liés à l'environnement		Métrique	Unité de mesure	Périmètre	Année N	Année N-1	Année N-2
			Part d'investissement (%)	Portefeuille	0%	0,75%	0%

³ Ajustement de la formule d'agrégation du PAI 9 conformément à l'annexe I du règlement SFDR.

Eaux, déchets et autres matières	Investissements dans des sociétés productrices de produits chimiques	Part d'investissement dans des entreprises produisant des produits chimiques		Univers ISR	1,23 %	N/A	N/A	
			Taux de couverture (%)	Portefeuille	96,99%	98,23%	96,46%	
				Univers ISR	1,22 %	N/A	N/A	
Indicateurs supplémentaires liées aux questions sociales et de personnel, de respect des droits de l'homme et de lutte contre la corruption et les actes de corruption								
			Métrique	Unité de mesure	Périmètre	Année N	Année N-1	Année N-2
Lutte contre la corruption et les actes de corruption	Insuffisance des mesures prises pour remédier au non-respect de normes de lutte contre la corruption et les actes de corruption	Part d'investissement dans des entités n'ayant pas pris de mesures suffisantes pour remédier au non-respect de normes de lutte contre la corruption et les actes de corruption	Part d'investissement (%)	Portefeuille	0,15%	0,18%	0,11%	
				Univers ISR	85 %	N/A	N/A	
			Taux de couverture (%)	Portefeuille	98,64%	99,80%	96,46%	
				Univers ISR	6,93 %	N/A	N/A	
Indicateurs applicables aux émetteurs souverains et supranationaux								
			Métrique	Unité de mesure	Périmètre	Année N	Année N-1	Année N-2
Emissions de gaz à effet de serre	Émissions carbone	Teq CO2	Teq CO2	Portefeuille	N/A	PAI non couvert	PAI non couvert	
				Univers ISR	430132435,23	N/A	N/A	
			Taux de couverture (%)	Portefeuille	N/A	PAI non couvert	PAI non couvert	
				Univers ISR	0 %	N/A	N/A	
	Intensité carbone	Teq CO2/million d'EUR	Teq CO2	Portefeuille	N/A	PAI non couvert	PAI non couvert	
				Univers ISR	430132435,23	N/A	N/A	
			Taux de couverture (%)	Portefeuille	N/A	PAI non couvert	PAI non couvert	
				Univers ISR	0 %	N/A	N/A	
Violations de normes sociales	Pays d'investissement connaissant des violations de normes sociales	Nombre de pays d'investissement connaissant des violations de normes sociales (en nombre absolu et en proportion du nombre total de pays bénéficiaires d'investissements), au sens des traités et conventions internationaux, des principes des Nations unies ou, le cas échéant, du droit national.	Part d'investissement (%)	Portefeuille	N/A	PAI non couvert	PAI non couvert	
				Univers ISR	0 %	N/A	N/A	
			Taux de couverture (%)	Portefeuille	N/A	PAI non couvert	PAI non couvert	
				Univers ISR	0%	N/A	N/A	

➤ Des informations plus détaillées sur la prise en compte des principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité sont disponibles dans la déclaration relative aux principales incidences négatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité publiée sur le site internet de la Société de gestion : <https://www.ofi-invest-am.com/fr/finance-responsable>

➤ Mesure prises⁴, mesures prévues et cibles définies pour la période de référence :

[PAI 1] : ⁵	<u>Notation ESG</u> ⁶ : ces indicateurs sont pris en compte dans l'analyse des enjeux : « Émissions de GES du processus de production » et « Émissions de GES liés à l'amont et l'aval de la production » / Analyse de controverses sur ces enjeux / Politique d'Engagement sur le volet climat / Politique de Vote sur le Say on Climate / Politiques d'exclusion sectorielles charbon, pétrole et gaz / Indicateur d'émissions (scope 1 et 2) financées suivi pour les fonds éligibles au label ISR.
[PAI 2] :	Politique d'Engagement sur le volet climat / Politique de Vote sur le Say on Climate.
[PAI 3] :	<u>Notation ESG</u> : ces indicateurs sont pris en compte dans l'analyse des enjeux : « Émissions de GES du processus de production » et « Émissions de GES liés à l'amont et l'aval de la production » / Politique d'Engagement sur le volet climat / Politique de Vote sur le Say on Climate
[PAI 4] :	Politiques d'exclusion sectorielles charbon, pétrole et gaz / Politique d'Engagement sur le volet climat / Politique de Vote sur le Say on Climate
[PAI 5] :	<u>Notation ESG</u> : ces indicateurs sont pris en compte dans l'analyse de l'enjeu : « Émissions de GES du processus de production » et « Opportunités dans les technologies vertes » / Analyse de controverses sur cet enjeu / Potentiellement : Politique d'Engagement sur le volet climat.
[PAI 6] :	<u>Notation ESG</u> : ces indicateurs sont pris en compte dans l'analyse de l'enjeu : « Émissions de GES du processus de production » et « Opportunités dans les technologies vertes » / Potentiellement : Politique d'Engagement sur le volet climat.
[PAI 7] : ⁷	<u>Notation ESG</u> : ces indicateurs sont pris en compte dans l'analyse de l'enjeu : « Biodiversité » / Analyse de controverses sur cet enjeu / Politique d'Engagement sur le volet biodiversité / Politique de protection de la biodiversité avec l'adoption d'une politique sectorielle sur l'huile de palme.
[PAI 8] :	<u>Notation ESG</u> : ces indicateurs sont pris en compte dans l'analyse de l'enjeu : « Impact de l'activité sur l'eau » / Analyse de controverses sur cet enjeu.
[PAI 9] :	<u>Notation ESG</u> : ces indicateurs sont pris en compte dans l'analyse des enjeux : « Rejets toxiques », « Déchets d'emballages et recyclages » et « Déchets électroniques et recyclage » s'ils sont considérés comme matériels / Analyse de controverses sur ces enjeux.
[PAI 10] :	Politique d'exclusion normative sur le Pacte mondial / Politique d'engagement sur le volet social (liée à la politique d'exclusion sur le Pacte mondial) / Analyse de controverses sur les enjeux relatifs ESG dans leur ensemble en ce qui concerne les principes directeurs de l'OCDE, y compris les enjeux relatifs aux 10 principes du Pacte mondial en matière de droits humains, droits des travailleurs, respect de l'environnement et lutte contre la corruption / éthique des affaires / Indicateur suivi pour les fonds éligibles au label ISR.
[PAI 11] :	Politique d'exclusions normative sur le Pacte mondial / Politique d'engagement sur le volet social (liée à la politique d'exclusion sur le Pacte mondial) / Analyse de controverses sur les enjeux relatifs ESG dans leur ensemble en ce qui concerne les principes directeurs de l'OCDE, y compris les enjeux relatifs aux 10 principes du Pacte mondial en matière de droits humains, droits des travailleurs, respect de l'environnement et lutte contre la corruption / éthique des affaires.

⁴ Mesures additionnelles pour l'ensemble des PAI : convergence des indicateurs de suivis ESG des fonds sur des indicateurs d'incidences négatives (PAI).

⁵ Mesure additionnelle - PAI 1 : livraison des outils à la gestion pour piloter la trajectoire climat pour chaque portefeuille ; Mise en place d'un score de crédibilité des plans de transition afin de venir corriger la trajectoire déclarée ; Renforcement des seuils sur d'exclusions sur les politique charbon et pétrole et gaz.

⁶ La notation ESG est basée sur une approche sectorielle. Les enjeux sous revus et leur nombre diffère d'un secteur à l'autre. Pour plus de détails sur cette approche, voir la section « Identification et hiérarchisation des principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité ».

⁷ Mesures additionnelles - PAI 7 : stratégie d'exclusion et d'engagement relative aux biocides et produits chimiques dangereux (applicable en 2024)

[PAI 12] :	Analyse de controverses, notamment basées sur les discriminations au travail basées sur le genre.
[PAI 13] :	<u>Notation ESG</u> : ces indicateurs sont pris en compte dans l'analyse de l'enjeu : « Composition et fonctionnement du conseil d'administration » / Politique d'engagement, sur les engagements en amont des AG Politique de vote, seuil minimal de féminisation du Conseil établi à 40% / Indicateur suivi pour des fonds éligibles au label ISR.
[PAI 14] :	Politique d'exclusion sur les armes controversées sur 9 types d'armes dont mines antipersonnel, armes à sous-munitions, armes chimiques ou armes biologiques.
Eaux, déchets et autres matières	Mise en place d'une politique d'exclusion et d'engagement relative aux biocides et produits chimiques dangereux (applicable en 2024)
Lutte contre la corruption et les actes de corruption	<u>Notation ESG</u> : ces indicateurs sont pris en compte dans l'analyse de l'enjeu : « Pratiques des Affaires » / Analyse de controverses sur cet enjeu / Politique d'engagement sur le volet social (liée à la politique d'exclusion en cas de controverses liées au Principe 10 du Pacte mondial).



Quels ont été les principaux investissements de ce produit financier ?

Au **30 Septembre 2025**, les principaux investissements du Fonds sont les suivants :

La liste comprend les investissements constituant **la plus grande proportion d'investissements** du produit financier au cours de la période de référence, à savoir : [à compléter]

Actif	Secteur	Poids	Pays
ARKEA SUPPORT MONETAIRE SI		8,61%	France
BNP PARIBAS SA MTN RegS	Finance	7,11%	France
NATWEST MARKETS PLC MTN RegS	Finance	6,61%	Royaume-Uni
BPCE SA MTN RegS	Finance	5,19%	France
BANCO BILBAO VIZCAYA ARGENTARIA SA MTN RegS	Finance	5,14%	Espagne
MIZUHO FINANCIAL GROUP INC MTN RegS	Finance	5,12%	Japon
AYVENS SA RegS	Industrie	4,22%	France
BANQUE FEDERATIVE DU CREDIT MUTUEL MTN RegS	Finance	4,18%	France
UNICREDIT SPA MTN RegS	Finance	4,06%	Italie
ING BANK NV RegS	Finance	3,77%	Pays-Bas
OP CORPORATE BANK PLC MTN RegS	Finance	3,74%	Finlande
BPIFRANCE FINANCEMENT SA RegS	Finance	3,08%	France
BANQUE FEDERATIVE DU CREDIT MUTUEL MTN RegS	Finance	3,06%	France
CAPGEMINI SE	Technologies de l'information	2,80%	France
DH EUROPE FINANCE II SARL	Santé	2,26%	États-Unis



L'allocation des actifs décrit la part des investissements dans des actifs spécifiques.

Quelle était la proportion d'investissements liés à la durabilité ?

● Quelle était l'allocation des actifs ?

Au **30 Septembre 2025**, le Fonds a **91,68%** de son actif net constitué d'investissements contribuant à la promotion des caractéristiques environnementales et sociales (#1 Alignés avec les caractéristiques E/S).

Le Fonds a **8,32%** de son actif net appartenant à la poche #2 Autres. Celle-ci est constituée de :

- **8%** de liquidités ;
- **0,32%** de dérivés ;
- **0%** de valeurs ou des titres en portefeuille ne disposant pas d'un score ESG.

Le Fonds a **53,53%** de son actif net appartenant à la poche #1A Durables.

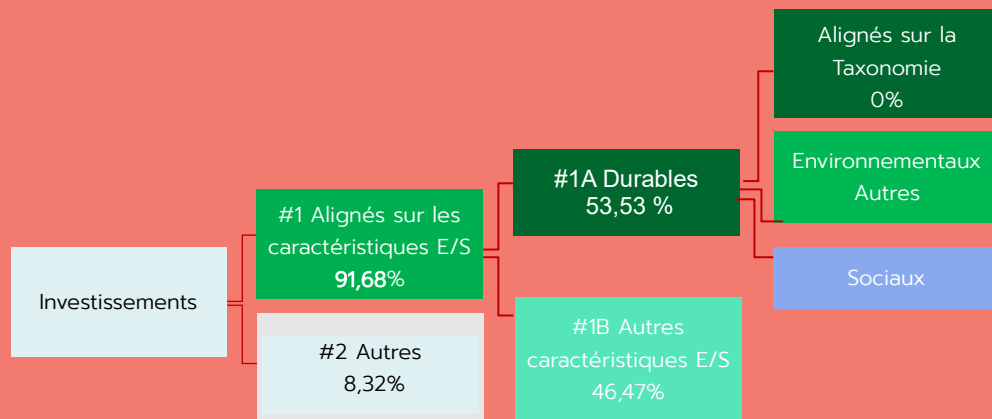
Le Fonds a donc respecté l'allocation d'actifs prévue :

- Un minimum de 80% de l'actif net du Fonds appartenant à la poche #1 Alignés avec les caractéristiques E/S ;
- Un maximum de 20% des investissements appartenant à la poche #2 Autres, dont 10% maximum de valeurs ou de titres ne disposant pas d'un score ESG et 10% maximum liquidités et de produits dérivés ;
- Un minimum de 20% de l'actif net du Fonds appartenant à la poche #1A Durable.

Pour être conforme à la taxonomie de l'UE, les critères applicables au **gaz fossile** comprennent des limitations des émissions et le passage à l'électricité d'origine intégralement renouvelable ou à des carburants à faible teneur en carbone d'ici la fin de 2035. En ce qui concerne l'**énergie nucléaire**, les critères comprennent des règles complètes en matière de sûreté nucléaire et gestion des déchets.

Les **activités habilitantes** permettent directement à d'autres activités de contribuer de manière substantielle à la réalisation d'un objectif environnemental.

Les **activités transitoires** sont des activités pour lesquelles il n'existe pas encore de solutions de remplacement sobres en carbone et, entre autres, dont les niveaux d'émission de gaz à effet de serre correspondent aux meilleures performances réalisables.



La catégorie **#1 Alignés sur les caractéristiques E/S** inclut les investissements du produit financier utilisés pour atteindre les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier.

La catégorie **#1 Alignés sur les caractéristiques E/S** comprend :

- La sous-catégorie **#1A Durables** couvrant les investissements durables ayant des objectifs environnement ou sociaux ;
- La sous-catégorie **#1B Autres caractéristiques E/S** couvrant les investissements alignés sur les caractéristiques environnementales ou sociales qui ne sont pas considérés comme des investissements durables.

La catégorie **#2 Autres** inclut les investissements restants du produit financier qui ne sont ni alignés sur les caractéristiques environnementales ou sociales ni considérés comme des investissements durables.

● Dans quels secteurs économiques les investissements ont-ils été réalisés ?

Au **30 Septembre 2025**, la décomposition sectorielle des actifs investis est la suivante :

Secteurs	poids
Finance	73,08%
Autre	8,61%
Industrie	6,30%
Services aux collectivités	2,99%
Technologies de l'information	2,80%
Consommation discrétionnaire	2,68%
Santé	2,26%
Soins de santé	1,30%
Autre	0,00%



Dans quelle mesure les investissements durables ayant un objectif environnemental étaient-ils alignés sur la taxonomie de l'UE ?

Au **30 Septembre 2025**, la part des investissements durables ayant un objectif environnemental alignés à la Taxonomie en portefeuille est nulle.

Les activités alignées sur la taxonomie sont exprimées en pourcentage :

- du **chiffre d'affaires** pour refléter la part de revenus provenant des activités vertes des sociétés dans lesquelles le produit financier a investi ;

- des **dépenses d'investissement** (CapEx) pour montrer les investissements verts réalisés par les sociétés dans lesquelles le produit financier a investi, pour une transition vers une économie plus verte par exemple ;

- des **dépenses d'exploitation** (OpEx) pour refléter les activités opérationnelles vertes des sociétés dans lesquelles le produit financier a investi

● Le produit financier a-t-il investi dans des activités liées au gaz fossile et/ou à l'énergie nucléaire conformes à la taxonomie de l'UE⁸ ?

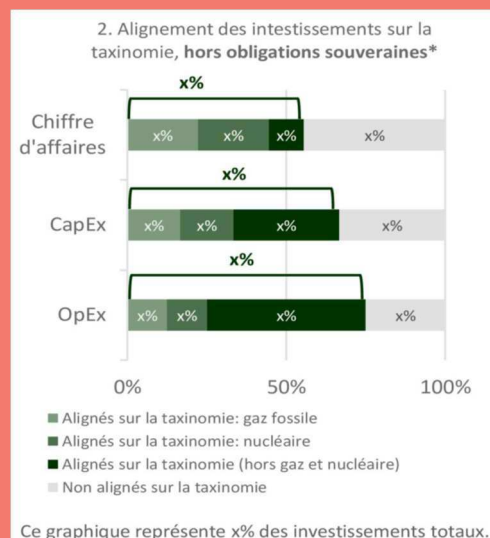
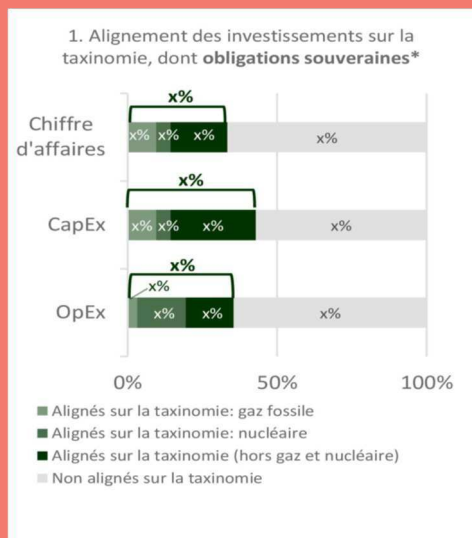
☐ Oui

☐ Dans le gaz fossile

☐ Dans l'énergie nucléaire

☒ Non

Les graphiques ci-dessous font apparaître en vert le pourcentage d'investissements qui étaient alignés sur la taxonomie de l'UE. Etant donné qu'il n'existe pas de méthodologie appropriée pour déterminer l'alignement des obligations souveraines* sur la taxonomie, le premier graphique montre l'alignement sur la taxonomie par rapport à tous les investissements du produit financier, y compris les obligations souveraines, tandis que le deuxième graphique représente l'alignement sur la taxonomie uniquement par rapport aux investissements du produit financier autres que les obligations souveraines.



* Aux fins de ces graphiques, les « obligations souveraines » comprennent toutes les expositions souveraines.

● Quelle était la proportion d'investissements réalisés dans des activités transitoires et habilitantes ?

Au 30 Septembre 2025, la part des investissements dans des activités transitoires et habilitantes en portefeuille est nulle.

● Comment le pourcentage d'investissements alignés sur la taxonomie de l'UE a-t-il évolué par rapport aux périodes de référence précédentes ?

Au 30 Septembre 2025, la part d'investissements alignés sur la taxonomie est restée nulle.



Le symbole représente des investissements durables ayant un objectif environnemental qui **ne tiennent pas compte des critères** en matière



Quelle était la proportion d'investissements durables ayant un objectif environnemental qui n'étaient pas alignés sur la taxonomie de l'UE ?

La proportion d'investissements durables ayant un objectif environnemental qui n'étaient pas alignés sur la taxonomie était de **25,89%**.

⁸ Les activités liées au gaz fossile et/ou au nucléaire ne seront conformes à la taxonomie de l'UE que si elles contribuent à limiter le changement climatique (« atténuation du changement climatique ») et ne causent de préjudice important à aucun objectif de la taxonomie de l'UE – voir la note explicative dans la marche de gauche. L'ensemble des critères applicables aux activités économiques dans les secteurs du gaz fossile et de l'énergie nucléaire qui sont conformes à la taxonomie de l'UE sont définis dans le règlement délégué (UE) 2022/1214 de la Commission.



Quelle était la proportion d'investissements durables sur le plan social ?

La proportion d'investissements durables sur le plan social était de **2,08%**.



Quels étaient les investissements inclus dans la catégorie « autres », quelle était leur finalité, et des garanties environnementales ou sociales minimales s'appliquent-elles à eux ?

Ces investissements, qui n'ont été effectués que dans des situations spécifiques, ont consisté en :

- Des liquidités et des produits dérivés qui se limitent à des situations spécifiques pour permettre de se couvrir ou de s'exposer ponctuellement aux risques du marché dans une limite totale de 10%,
- Des valeurs ou des titres ne disposant pas d'une note ESG dans une limite de 10%..

Bien que cette catégorie ne dispose pas d'une notation ESG et qu'aucune garantie minimale environnementale et sociale n'ait été mise en place, son utilisation n'a pas eu pour conséquence de dénaturer significativement ou durablement les caractéristiques environnementales et/ou sociales promues par le Fonds.



Quelle mesure ont été prises pour atteindre les caractéristiques environnementales et/ou sociales au cours de la période de référence ?

Afin de respecter les caractéristiques environnementales et/ou sociales au cours de la période de référence, toutes les données ESG ont été mises à disposition des gérants dans les outils de gestion et les différentes exigences ESG ont été paramétrées et suivies dans ces mêmes outils.



Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de référence ?

L'univers ISR de comparaison de ce produit financier comprend les valeurs composant l'univers monétaire présenté ci-dessus qui est cohérent avec l'indicateur de référence du Fonds.

● En quoi l'indice de référence diffère-t-il d'un indice de marché large ?

Non applicable.

● Quelle a été la performance de ce produit financier au regard des indicateurs de durabilité visant à déterminer l'alignement de l'indice de référence sur les caractéristiques environnementales ou sociales promues ?

Non applicable.

● Quelle a été la performance de ce produit par rapport à l'indice de référence ?

Non applicable.

● Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de marché large ?

Non applicable.

Les **indices de référence** sont des indices permettant de mesurer si le produit financier atteint les caractéristiques environnementales ou sociales qu'il promeut.

OFI INVEST ESG LIQUIDITES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2025

OFI INVEST ESG LIQUIDITES **Fonds Commun de Placement**

OFI INVEST ASSET MANAGEMENT
Société de gestion
127/129 Quai du Président Roosevelt – 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES **SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2025

Aux porteurs de parts,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la société de gestion, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'organisme de placement collectif OFI INVEST ESG LIQUIDITES, constitué sous forme de fonds commun de placement (FCP), relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du fonds à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période de la date de début d'exercice à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les instruments financiers du portefeuille sont valorisés selon les méthodes décrites dans le règlement du fonds et dans l'annexe. Nous avons vérifié la correcte application de ces méthodes et le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne les instruments financiers en portefeuille, et la présentation d'ensemble des comptes au regard du plan comptable des organismes de placement collectif à capital variable.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux porteurs de parts

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par la société de gestion.

Responsabilités de la société de gestion relatives aux comptes annuels

Il appartient à la société de gestion d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la société de gestion d'évaluer la capacité du fonds à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le fonds ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la société de gestion.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion du fonds.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la société de gestion, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la société de gestion de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du fonds à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à PARIS, le 21 janvier 2026

Le Commissaire aux comptes

APLITEC, représentée par



Maxime GALLET

Bilan Actif au 30 septembre 2025 en euros

	30/09/2025	30/09/2024
Immobilisations corporelles nettes	-	-
Titres financiers	4 485 200 397,65	5 536 332 387,00
Actions et valeurs assimilées (A)	-	-
Négoziées sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Obligations convertibles en actions (B)	-	-
Négoziées sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Obligations et valeurs assimilées (C)	441 797 077,75	184 718 864,90
Négoziées sur un marché réglementé ou assimilé	441 797 077,75	184 718 864,90
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Titres de créances (D)	4 000 784 471,48	4 883 591 862,81
Négoziés sur un marché réglementé ou assimilé	4 000 784 471,48	4 883 591 862,81
Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Parts d'OPC et de fonds d'investissements (E)	41 624 376,92	465 577 440,64
OPCVM	41 624 376,92	465 577 440,64
FIA et équivalents d'autres Etats membres de l'Union Européenne	-	-
Autres OPC et fonds d'investissements	-	-
Dépôts (F)	-	-
Instruments financiers à terme (G)	994 471,50	2 444 218,65
Opérations temporaires sur titres (H)	-	-
Créances représentatives de titres financiers reçus en pension	-	-
Créances représentatives de titres donnés en garantie	-	-
Créances représentatives de titres financiers prêtés	-	-
Titres financiers empruntés	-	-
Titres financiers donnés en pension	-	-
Autres opérations temporaires	-	-
Prêts (I)	-	-
Autres actifs éligibles (J)	-	-
Sous-total actifs éligibles I = (A+B+C+D+E+F+G+H+I+J)	4 485 200 397,65	5 536 332 387,00
Créances et comptes d'ajustement actifs	3 367 221,84	4 205 131,73
Comptes financiers	393 230 514,46	484 090 613,47
Sous-total actifs autres que les actifs éligibles II (*)	396 597 736,30	488 295 745,20
Total Actif I+II	4 881 798 133,95	6 024 628 132,20

(*) Les autres actifs sont les actifs autres que les actifs éligibles tels que définis par le règlement ou les statuts de l'OPC à capital variable qui sont nécessaires à leur fonctionnement.

Bilan Passif au 30 septembre 2025 en euros

	30/09/2025	30/09/2024
Capitaux propres :		
Capital	4 750 524 978,14	5 795 989 732,69
Report à nouveau sur revenu net	-	-
Report à nouveau des plus et moins-values latentes nettes	-	-
Report à nouveau des plus et moins-values réalisées nettes	-	768 864,27
Résultat net de l'exercice	129 235 974,76	224 459 637,73
Capitaux propres	4 879 760 952,90	6 021 218 234,69
Passifs de financement II (*)	-	-
Capitaux propres et passifs de financement (I+II)	4 879 760 952,90	6 021 218 234,69
Passifs éligibles :		
Instruments financiers (A)	-	-
Opérations de cession sur instruments financiers	-	-
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-
Instruments financiers à terme (B)	994 471,46	2 444 218,66
Emprunts (C)	-	-
Autres passifs éligibles (D)	-	-
Sous-total passifs éligibles III = A+B+C+D	994 471,46	2 444 218,66
Autres passifs :		
Dettes et comptes d'ajustement passifs	1 042 704,11	965 678,85
Concours bancaires	5,48	-
Sous-total autres passifs IV	1 042 709,59	965 678,85
Total Passifs : I+II+III+IV	4 881 798 133,95	6 024 628 132,20

(*) Cette rubrique est facultative, et ne concerne que les OFS. Les passifs de financement sont les passifs émis par l'OFS autres que les parts ou actions.

Compte de résultat au 30 septembre 2025 en euros

	30/09/2025	30/09/2024
Revenus financiers nets		
Produits sur opérations financières		
Produits sur actions	-	-
Produits sur obligations	9 602 160,61	3 562 519,73
Produits sur titres de créances	103 680 028,89	172 609 815,84
Produits sur des parts d'OPC	-	-
Produits sur instruments financiers à terme	381 170,12	5 141 232,28
Produits sur opérations temporaires sur titres	-	-
Produits sur prêts et créances	-	-
Produits sur autres actifs et passifs éligibles	-	-
Autres produits financiers	2 805 390,73	152 863,88
Sous-total Produits sur opérations financières	116 468 750,35	181 466 431,73
Charges sur opérations financières		
Charges sur opérations financières	-	-
Charges sur instruments financiers à terme	-1 094 187,97	176 514,70
Charges sur opérations temporaires sur titres	-	-
Charges sur emprunts	-	-
Charges sur autres actifs et passifs éligibles	-	-
Charges sur passifs de financement	-	-
Autres charges financières	8 882 876,52	16 618 845,56
Sous-total Charges sur opérations financières	7 788 688,55	16 795 360,26
Total Revenus financiers nets (A)	124 257 438,90	198 261 791,99
Autres produits :	-	-
Rétrocession des frais de gestion au bénéfice de l'OPC	-	-
Versements en garantie de capital ou de performance	-	-
Autres produits	-	-
Autres charges :	-5 239 402,45	-4 785 318,91
Frais de gestion de la société de gestion	-5 239 402,45	-4 785 318,91
Frais d'audit, d'études des fonds de capital investissement	-	-
Impôts et taxes	-	-
Autres charges	-	-
Sous-total Autres produits et Autres charges (B)	-5 239 402,45	-4 785 318,91
Sous total Revenus nets avant compte de régularisation C = A+B	119 018 036,45	193 476 473,08
Régularisation des revenus nets de l'exercice (D)	-11 457 054,91	14 963 714,97
Sous-total Revenus nets I = C+D	107 560 981,54	208 440 188,05

Compte de résultat au 30 septembre 2025 en euros (suite)

	30/09/2025	30/09/2024
Plus ou moins-values réalisées nettes avant compte de régularisations :		
Plus et moins-values réalisées	24 173 577,74	13 551 286,26
Frais de transactions externes et frais de cession	-255 272,47	-154 290,22
Frais de recherche	-	-
Quote-part des plus-values réalisées restituées aux assureurs	-	-
Indemnités d'assurance perçues	-	-
Versements en garantie de capital ou de performance reçus	-	-
Sous total Plus ou moins-values réalisées nettes avant compte de régularisations (E)	23 918 305,27	13 396 996,04
Régularisations des plus ou moins-values réalisées nettes (F)	-1 648 933,29	1 385 259,04
Plus ou moins-values réalisées nettes II = E+F	22 269 371,98	14 782 255,08
Plus ou moins-values latentes nettes avant compte de régularisations :		
Variation des plus ou moins-values latentes yc les écarts de change sur les actifs éligibles	-461 880,47	1 910 907,35
Écarts de change sur les comptes financiers en devises	0,18	-
Versements en garantie de capital ou de performance à recevoir	-	-
Quote-part des plus-values latentes à restituer aux assureurs	-	-
Sous total Plus ou moins-values latentes nettes avant compte de régularisations (G)	-461 880,29	1 910 907,35
Régularisations des plus ou moins-values latentes nettes (H)	-132 498,47	-673 712,75
Plus ou moins-values latentes nettes III = G+H	-594 378,76	1 237 194,60
Acomptes :		
Acomptes sur revenus nets versés au titre de l'exercice (J)	-	-
Acomptes sur plus ou moins-values réalisées nettes versés au titre de l'exercice (K)	-	-
Acomptes sur plus ou moins-values latentes nettes versés au titre de l'exercice (L)	-	-
Total Acomptes versés au titre de l'exercice IV = J+K+L	-	-
Impôt sur le résultat V	-	-
Résultat net I + II + III + IV + V	129 235 974,76	224 459 637,73

ANNEXE

RAPPEL DE LA STRATEGIE D'INVESTISSEMENT

Le Fonds Ofi Invest ESG Liquidités met en place une stratégie de choix et d'utilisation de titres de créances et d'instruments du marché monétaire répondant à des critères de qualité et de prudence propres à la Société de Gestion.

La Société de Gestion a mis en place une politique de sélection de titres fondée notamment sur la durée de vie, la nature, la qualité de crédit, la liquidité et la rentabilité des instruments financiers. Plus précisément, les principaux critères de sélection des titres de créance et instruments financiers opérés par la Gestion sont des critères de type quantitatif et qualitatif ;

Analyse des critères extra-financiers :

Le gérant complète son étude, concomitamment à l'analyse financière, par l'analyse de critères extra financiers afin de sélectionner au mieux les titres en portefeuille. La part des titres analysés ESG dans le portefeuille devra être supérieure à 90% de l'actif net du fonds (hors liquidités, OPC et produits dérivés).

Ainsi, la gestion met en oeuvre une approche ESG en "Best-in-Universe", qui consiste à exclure 30% en nombre de l'univers ISR de comparaison, comprenant les valeurs composant l'univers monétaire. Ces valeurs non-investissables correspondent à l'exclusion des émetteurs privés figurant sur les listes d'exclusion sectorielles et normatives de la société de gestion pour les besoins du Label ISR, ainsi que les valeurs obtenant les moins bonnes notes ESG.

En cas de dégradation de la note ESG d'un titre entraînant son passage du statut investissable à non-investissable¹, les opérations de cessions devront être initiées dès confirmation de cette catégorie conformément au processus décrit dans la Politique d'investissement responsable disponible sur le site internet d'Ofi Invest AM.

L'univers monétaire est défini comme suit :

- L'indice Bank of America Merrill Lynch Euro Corporate (EROO) ;
- Les entreprises ayant un programme d'émissions auprès de la Banque de France sur des instruments du marché monétaire ;
- Les dettes des Etats de l'union Européenne ;
- Liste complémentaire d'émetteurs issus de pays membres de l'OCDE éligibles selon les critères d'investissement financiers mais qui ne seraient pas représentés par les ensembles décrits ci-dessus.

La Société de Gestion considère cet univers ISR comme un élément de comparaison pertinent de la notation ESG du fonds au regard de sa stratégie.

Dans le cadre du Label ISR, le fonds s'engage à surperformer deux indicateurs extra-financiers (un indicateur environnemental et un indicateur social), par rapport à son univers ISR, sélectionnés parmi les indicateurs des principales incidences négatives (PAI) définis par la réglementation SFDR :

- Indicateur environnemental (PAI 2) : Tonnes de CO2 par million d'euros investi (Scopes 1, 2 et 3 divisé par l'EVIC). Le taux de couverture de cet indicateur environnemental sera de 55% minimum à fin 2025 et 60% minimum à fin 2026.
- Indicateur social (13) : Diversité des sexes au sein du conseil d'administration (ratio nombre de femmes / nombre d'hommes). Le taux de couverture de cet indicateur social sera de 80% minimum à fin 2025 et 90% minimum à fin 2026.

Bien qu'elle reste seule juge de la décision d'investissement pour la sélection des titres, la société de gestion s'appuie sur sa notation ESG propriétaire réalisée par son équipe d'analyse ESG et détaillée dans l'annexe précontractuelle.

Par ailleurs, Ofi Invest Asset Management a identifié des zones de risques pour ses investissements en lien avec certains secteurs d'activités et référentiels internationaux. La Société de Gestion s'est donc dotée de politiques d'exclusion afin de minimiser ces risques et de gérer son risque réputationnel.

Le Fonds applique les politiques d'exclusion synthétisées dans le document dénommé « Politique d'investissement Exclusions sectorielles et normatives ». Conformément à la mise en œuvre des Orientations de l'ESMA, le Fonds applique les exclusions PAB résumées dans notre « Politique d'investissement - Exclusions sectorielles et normatives ». Ce document est disponible à l'adresse suivante : https://www.ofi-invest-am.com/pdf/principes-et-politiques/politique-exclusions-sectorielles-et-normatives_ofiinvest-AM.pdf.

Tableau des éléments caractéristiques de l'OPC à capital variable au cours des cinq derniers exercices

	30/09/2025	30/09/2024	29/09/2023	30/09/2022	30/09/2021
Actif net					
en EUR	4 879 760 952,90	6 021 218 234,69	3 465 035 612,12	3 329 556 271,14	3 002 583 515,24
Nombre de titres					
Catégorie de parts C/D	766 993,4650	945 950,3793	782 020,3349	771 970,2269	693 426,1965
Catégorie de parts A	1 719 047,7421	1 958 171,5938	-	-	-
Catégorie de parts I	936 938,6789	1 409 544,3058	-	-	-
Catégorie de parts AFER GENERATION LIQUIDITES	677 284,0000	-	-	-	-
Catégorie de parts RF	10,0000	-	-	-	-
Valeur liquidative unitaire					
Catégorie de parts C/D en EUR	4 738,54	4 612,46	4 430,88	4 313,06	4 330,07
Catégorie de parts A en EUR	105,79	103,15 ⁽¹⁾	-	-	-
Catégorie de parts I en EUR	1 061,13	1 032,99 ⁽²⁾	-	-	-
Catégorie de parts AFER GENERATION LIQUIDITES en EUR	102,24 ⁽³⁾	-	-	-	-
Catégorie de parts RF en EUR	100,35 ⁽⁴⁾	-	-	-	-
Distribution unitaire sur plus et moins-values nettes (y compris les acomptes)					
Catégorie de parts C/D en EUR	-	-	-	-	-
Catégorie de parts A en EUR	-	-	-	-	-
Catégorie de parts I en EUR	-	-	-	-	-
Catégorie de parts AFER GENERATION LIQUIDITES en EUR	-	-	-	-	-
Catégorie de parts RF en EUR	-	-	-	-	-
Distribution unitaire sur revenu net (y compris les acomptes)					
Catégorie de parts C/D en EUR	-	-	-	-	-
Catégorie de parts A en EUR	-	-	-	-	-
Catégorie de parts I en EUR	-	-	-	-	-
Catégorie de parts AFER GENERATION LIQUIDITES en EUR	-	-	-	-	-
Catégorie de parts RF en EUR	-	-	-	-	-

Tableau des éléments caractéristiques de l'OPC à capital variable au cours des cinq derniers exercices (suite)

	30/09/2025	30/09/2024	29/09/2023	30/09/2022	30/09/2021
Crédit d'impôt unitaire transféré au porteur (personnes physiques)					
Catégorie de parts C/D en EUR	-	-	-	-	-
Catégorie de parts A en EUR	-	-	-	-	-
Catégorie de parts I en EUR	-	-	-	-	-
Catégorie de parts AFER GENERATION LIQUIDITES en EUR	-	-	-	-	-
Catégorie de parts RF en EUR	-	-	-	-	-
Capitalisation unitaire					
Catégorie de parts C/D en EUR	126,79	181,12	112,30	-14,94	-18,65
Catégorie de parts A en EUR	2,65	3,16	-	-	-
Catégorie de parts I en EUR	28,25	32,96	-	-	-
Catégorie de parts AFER GENERATION LIQUIDITES en EUR	2,27	-	-	-	-
Catégorie de parts RF en EUR	0,37	-	-	-	-

(1) La catégorie de parts OFI INVEST ESG LIQUIDITÉS A a été créée le 07/12/2023 avec une valeur nominale de EUR 100.

(2) La catégorie de parts OFI INVEST ESG LIQUIDITÉS I a été créée le 07/12/2023 avec une valeur nominale de EUR 1000.

(3) La catégorie de parts AFER GENERATION LIQUIDITES a été créée le 17/11/2024 avec une valeur nominale de EUR 100,00.

(4) La catégorie de parts RF a été créée le 31/07/2025 avec une valeur nominale de EUR 100,00.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

L'OPC s'est conformé aux règles comptables prescrites par le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2020-07 modifié, relatif aux comptes annuels des organismes de placement collectif à capital variable.

Les principes généraux de la comptabilité s'appliquent (sous réserve des changements décrits ci-avant) :

- image fidèle, comparabilité, continuité de l'activité,
- régularité, sincérité,
- prudence,
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre

Les règles d'évaluation sont fixées, sous sa responsabilité, par la société de gestion du Fonds.

La devise de la comptabilité de l'OPC est l'euro.

La valeur liquidative est calculée pour chaque jour de bourse ouvré non férié et est datée de la veille du jour de bourse ouvré non férié suivant.

Les comptes relatifs au portefeuille-titres sont tenus par référence au coût historique : les entrées (achats ou souscriptions) et les sorties (ventes ou remboursements) sont comptabilisées sur la base du prix d'acquisition, frais exclus. Toute sortie génère une plus-value ou une moins-value de cession ou de remboursement et éventuellement une prime de remboursement.

L'OPC valorise son portefeuille-titres à la valeur actuelle, valeur résultant de la valeur de marché ou à défaut d'existence de marché, de méthodes financières. La différence valeur d'entrée – valeur actuelle génère une plus ou moins-value qui sera enregistrée en « différence d'estimation du portefeuille ».

Les coupons courus sur TCN sont pris au jour de la date de la valeur liquidative.

Description des méthodes de valorisation des postes du bilan et des opérations à terme ferme et conditionnelles

Instruments financiers

Valeurs mobilières

Les valeurs mobilières admises à la cotation d'une bourse de valeurs sont évaluées au cours d'ouverture.

Les titres de créances négociables (TCN)

Les titres de créances négociables (TCN) sont évalués aux taux du marché à l'heure de publication des taux du marché interbancaire. La valorisation des TCN s'effectue via l'outil de notre fournisseur de data qui recense au quotidien les valorisations au prix de marché des TCN. Les prix sont issus des différents brokers/banques acteurs de ce marché. Ainsi, les courbes de marché des émetteurs contribués sont récupérées par la Société de Gestion qui calcule un prix de marché quotidien. Pour les émetteurs privés non listés, des courbes de références quotidiennes par rating sont calculées également à partir de cet outil.

Valeurs mobilières non cotées

Les valeurs mobilières non cotées sont évaluées sous la responsabilité de la Société de Gestion en utilisant des méthodes fondées sur la valeur patrimoniale et le rendement, en prenant en considération les prix retenus lors de transactions significatives récentes.

OPC

Les parts ou actions d'OPC sont évaluées à la dernière valeur liquidative connue le jour effectif du calcul de la valeur liquidative.

Contrats financiers (autrement dénommés « instruments financiers à terme ») au sens de l'article L211-1,III, du Code monétaire et financier

Contrats financiers négociés sur un marché réglementé ou assimilé

Les instruments financiers à terme, fermes ou conditionnels, négociés sur les marchés réglementés ou assimilés européens, sont évalués au cours de compensation, ou à défaut sur la base du cours de clôture.

Contrats financiers non négociés sur un marché réglementé ou assimilé (i.e. négociés de gré à gré)

- *Contrats financiers non négociés sur un marché réglementé ou assimilé et compensés*
Les contrats financiers non négociés sur un marché réglementé ou assimilé et faisant l'objet d'une compensation sont valorisés au cours de compensation.
- *Contrats financiers non négociés sur un marché réglementé ou assimilé et non compensés*
Les contrats financiers non négociés sur un marché réglementé ou assimilé, et ne faisant pas l'objet d'une compensation, sont valorisés en mark-to-model ou en mark-to-market à l'aide des prix fournis par les contreparties.

Acquisitions et cessions temporaires de titres

Les prises et mises en pension sont valorisés selon les modalités contractuelles.

Dépôts

Les dépôts sont évalués à leur valeur d'inventaire.

Devises

Les devises au comptant sont valorisées avec les cours publiés quotidiennement sur les bases de données financières utilisées par la Société de Gestion.

Description de la méthode de classement des Titres de créances et des Instruments du marché monétaire dans le tableau Exposition directe aux marchés de crédit

Les titres d'une entreprise sont notés « Investment grade » si elle a une forte capacité à honorer ses engagements financiers.

Les titres avec un niveau de risque plus élevé sont classés dans la catégorie « Non Investment Grade ».

Si l'émetteur du titre est noté par l'analyse crédit, c'est le rating de l'émetteur de type « long terme » qui est retenu. Cette notation correspond à un rang équivalent « senior unsecured ».

Si l'émetteur du titre n'est pas noté par l'analyse crédit et que le titre est noté par des agences, c'est la 2ème meilleure note d'agences au niveau du titre qui est retenue. Quand le titre n'est noté que par une seule agence, la note de cette agence est retenue.

En cas de notation non disponible (ni pour l'émetteur, ni pour le titre), le titre est classé dans la catégorie « Non notés ».

Les titres de type « bon du trésor » ou « certificat de dépôt » peuvent être assimilés au rating de type « long terme » de l'émetteur.

Description des engagements hors-bilan

Les engagements sur contrats d'échange sont enregistrés en hors-bilan à la valeur nominale ou, en l'absence de valeur nominale, pour un montant équivalent, lors de la transaction initiale.

Description de la méthode suivie pour la comptabilisation des revenus des valeurs à revenus fixes

Le résultat est calculé à partir des coupons courus. Les coupons courus au jour des évaluations constituent un élément des sommes distribuables au fur et à mesure de leur acquisition. Les évaluations sont enregistrées distinctement pour le principal et les coupons ou intérêts courus. Les différences d'estimation sur le principal sont enregistrées en capital, les coupons ou intérêts courus sont inscrits en résultat.

Description de la méthode de calcul des frais de gestion fixes

Les frais de gestion sont imputés directement au compte de résultat de l'OPC, lors du calcul de chaque valeur liquidative. Le taux maximum appliqué sur la base de l'actif net ne peut être supérieur à :

- 0.239 % TTC pour la part C/D,
- 0.40 % TTC pour la part A,
- 0.25 % TTC pour la part I,
- 0.09 % TTC pour la part AFER GENERATION LIQUIDITES,
- 0.15 % TTC pour la part RF.

Ces frais recouvrent tous les frais facturés directement à l'OPC, à l'exception des frais de transactions. Les frais de transaction incluent les frais d'intermédiation (courtage, impôts de bourse, etc.) et la commission de mouvement.

Aux frais de fonctionnement et de gestion peuvent s'ajouter :

- des commissions de surperformance. Celles-ci rémunèrent la Société de Gestion dès lors que l'OPC a dépassé ses objectifs. Elles sont donc facturées à l'OPC ;
- des commissions de mouvement facturées à l'OPC ;
- une part du revenu des opérations d'acquisition et cession temporaires de titres.

Description de la méthode de calcul des frais de gestion variables

Les frais variables ne s'applique qu'à la part C/D.

Les frais variables correspondent à une commission de sur performance.

La période de calcul de la commission de surperformance, ou période de cristallisation, s'étend du 1er janvier au 31 décembre de chaque année. Le calcul prend également en compte les performances relatives des périodes précédentes, à l'exception des années antérieures au 1er janvier 2022.

A chaque établissement de la valeur liquidative, la surperformance de l'OPC est définie comme la différence positive entre l'actif net du Fonds avant prise en compte d'une éventuelle provision pour commission de surperformance, et l'actif net d'un OPC fictif réalisant exactement la même performance que l'indice de référence et enregistrant le même schéma de souscriptions et de rachats que le Fonds.

A chaque établissement de la valeur liquidative, la commission de surperformance d'OFI RS LIQUIDITES, alors définie égale à 15% de la surperformance au-delà de l'€STR capitalisé + 5 bp, fait l'objet d'une provision, ou d'une reprise de provision limitée à la dotation existante.

De plus, une commission de surperformance ne peut être provisionnée que s'il y a une surperformance sur la période de référence, définie comme les 5 dernières périodes de cristallisation sur une base glissante, inclue la période de cristallisation actuelle. Pour ce faire, si une sous performance est constatée sur l'une des 4 dernières périodes de cristallisation entières et n'est pas compensée par une surperformance sur les périodes suivantes, la part de la sous performance non compensée est reportée sur les périodes suivantes, pour un maximum de 4 fois.

En cas de prélèvement de la commission de surperformance, le calcul est réinitialisé et une nouvelle période de référence démarre.

Par exception, la période de référence commencera le 1er janvier 2022 : les périodes de cristallisation antérieures ne sont pas prises en compte dans le calcul. La première période de référence s'étendra donc du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022, la seconde du 1er janvier 2022 au 31 Décembre 2023 et ainsi de suite jusqu'à la cinquième période qui courra du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2026.

En cas de performance absolue négative, lorsque la performance relative du Fonds sera positive, cette commission de surperformance sera également prélevée.

En cas de rachat, la quote-part de la commission de surperformance correspondant aux parts rachetées, est perçue par la Société de Gestion.

Hormis les rachats, la commission de surperformance est perçue par la Société de Gestion à la date de clôture de chaque période de cristallisation.

Affectation des sommes distribuables

Sommes distribuables afférentes au revenu net :

Pour la catégorie de part C/D, A et AFER GENERATION LIQUIDITES :

La Société de Gestion décide chaque année de l'affectation du revenu net. La société de gestion peut décider le versement d'acomptes exceptionnels.

Pour la catégorie de part I et RF:

La capitalisation pure : les sommes distribuables afférentes au revenu net sont intégralement capitalisées à l'exception de celles qui font l'objet d'une distribution obligatoire en vertu de la loi.

Sommes distribuables afférentes aux plus-values réalisées :

Pour la catégorie de part C/D, A, I, AFER GENERATION LIQUIDITES et RF:

La Société de Gestion décide chaque année de l'affectation des plus-values réalisées. La société de gestion peut décider le versement d'acomptes exceptionnels.

Justification des changements de méthode ou de réglementation

Néant

Changements comptables soumis à l'information particulière des porteurs

Néant

Justification des changements d'estimation ainsi que des changements de modalités d'application

Néant

Nature des erreurs corrigées au cours de l'exercice

Néant

Evolution des capitaux propres au cours de l'exercice

	30/09/2025	30/09/2024
Capitaux propres début d'exercice	6 021 218 234,69	3 465 035 612,12
Flux de l'exercice :		
Souscriptions appelées (y compris la commission de souscription acquise à l'OPC)	32 783 748 349,59	28 990 341 358,76
Rachats (sous déduction de la commission de rachat acquise à l'OPC)	-34 067 680 092,81	-26 642 954 444,30
Revenus nets de l'exercice avant comptes de régularisation	119 018 036,45	193 476 473,08
Plus ou moins-values réalisées nettes avant comptes de régularisation	23 918 305,27	13 396 996,04
Variation des plus ou moins-values latentes avant compte de régularisation	-461 880,29	1 910 907,35
Distribution de l'exercice antérieur sur revenus nets	-	-
Distribution de l'exercice antérieur sur plus ou moins-values réalisées nettes	-	-
Distribution de l'exercice antérieur sur plus-values latentes	-	-
Acomptes versés au cours de l'exercice sur revenus nets	-	-
Acomptes versés au cours de l'exercice sur plus ou moins-values réalisées nettes	-	-
Acomptes versés au cours de l'exercice sur plus-values latentes	-	-
Autres éléments	-	11 331,64
Capitaux propres en fin d'exercice (= Actif net)	4 879 760 952,90	6 021 218 234,69

Souscriptions rachats

Catégorie de parts C/D	
Parts émises	5 374 050,2143
Parts rachetées	5 553 007,1286
Catégorie de parts A	
Parts émises	791 257,4296
Parts rachetées	1 030 381,2813
Catégorie de parts I	
Parts émises	7 124 386,7938
Parts rachetées	7 596 992,4207
Catégorie de parts AFER GENERATION LIQUIDITES	
Parts émises	697 223,0000 ⁽⁵⁾
Parts rachetées	19 939,0000
Catégorie de parts RF	
Parts émises	10,0000 ⁽⁶⁾
Parts rachetées	-

(5) La catégorie de parts AFER GENERATION LIQUIDITES a été créée le 17/11/2024.

(6) La catégorie de parts RF a été créée le 31/07/2025.

Commissions

Catégorie de parts C/D	
Montant des commissions de souscription acquises	0,00
Montant des commissions de rachat acquises	0,00
Catégorie de parts A	
Montant des commissions de souscription acquises	0,00
Montant des commissions de rachat acquises	0,00
Catégorie de parts I	
Montant des commissions de souscription acquises	0,00
Montant des commissions de rachat acquises	0,00
Catégorie de parts AFER GENERATION LIQUIDITES	
Montant des commissions de souscription acquises	0,00
Montant des commissions de rachat acquises	0,00
Catégorie de parts RF	
Montant des commissions de souscription acquises	0,00
Montant des commissions de rachat acquises	0,00

Caractéristiques des différentes catégories de parts

FR0000008997 - OFI INVEST ESG LIQUIDITES C/D

Devise :	EUR	Affectation des revenus nets :	Capitalisation et/ou Distribution
Couverture change :	Non	Affectation des plus et moins-values :	Capitalisation et/ou Distribution

FR001400KPY6 - OFI INVEST ESG LIQUIDITES A

Devise :	EUR	Affectation des revenus nets :	Capitalisation et/ou Distribution
Couverture change :	Non	Affectation des plus et moins-values :	Capitalisation et/ou Distribution

FR001400KPZ3 - OFI INVEST ESG LIQUIDITES I

Devise :	EUR	Affectation des revenus nets :	Capitalisation
Couverture change :	Non	Affectation des plus et moins-values :	Capitalisation et/ou Distribution

FR001400RXT5 - OFI INVEST ESG LIQUIDITES AFER GENERATION LIQUIDITES

Devise :	EUR	Affectation des revenus nets :	Capitalisation et/ou Distribution
Couverture change :	Non	Affectation des plus et moins-values :	Capitalisation et/ou Distribution

FR00140107Q0 - OFI INVEST ESG LIQUIDITES RF

Devise :	EUR	Affectation des revenus nets :	Capitalisation
Couverture change :	Non	Affectation des plus et moins-values :	Capitalisation et/ou Distribution

FR0014010X27 - OFI INVEST ESG LIQUIDITES R2

Devise :	EUR	Affectation des revenus nets :	
Couverture change :	Non	Affectation des plus et moins-values :	

Exposition directe sur le marché d'action (hors obligations convertibles)

Ventilation des expositions significatives par pays Montants exprimés en milliers	Exposition				
	+/-	+/-	+/-	+/-	+/-
Actif					
Actions et valeurs assimilées	-	-	-	-	-
Opérations temporaires sur titres	-	-	-	-	-

Exposition directe sur le marché d'action (hors obligations convertibles) (suite)

Ventilation des expositions significatives par pays Montants exprimés en milliers	Exposition +/-	+/-	+/-	+/-
Passif				
Opérations de cession sur instruments financiers	-	-	-	-
Opérations temporaires sur titres	-	-	-	-
Hors-bilan				
Futures	-	NA	NA	NA
Options	-	NA	NA	NA
Swaps	-	NA	NA	NA
Autres instruments financiers	-	NA	NA	NA
Total	-	NA	NA	NA

Exposition sur le marché des obligations convertibles

Ventilation par pays et maturité de l'exposition Montants exprimés en milliers	Exposition +/-	Décomposition de l'exposition par maturité			Décomposition par niveau de deltas	
		< 1 an	1 < X < 5 ans	> 5 ans	< 0,6	0,6 < X < 1
Total	-	-	-	-	-	-

Exposition directe sur le marché de taux (hors obligations convertibles)

Ventilation par nature de taux Montants exprimés en milliers	Exposition +/-	Taux fixe +/-	Taux variable ou révisable +/-	Taux indexé +/-	Autre ou sans contrepartie de taux +/-
Actif					
Dépôts	-	-	-	-	-
Obligations	441 797	422 299	19 498	-	-
Titres de créances	4 000 784	1 821 703	2 179 082	-	-
Opérations temporaires sur titres	-	-	-	-	-
Comptes financiers	393 231	-	-	-	393 231
Passif					
Opérations de cession sur instruments financiers	-	-	-	-	-
Opérations temporaires sur titres	-	-	-	-	-
Comptes financiers	0	-	-	-	0

Exposition directe sur le marché de taux (hors obligations convertibles) (suite)

Ventilation par nature de taux Montants exprimés en milliers	Exposition +/-	Taux fixe +/-	Taux variable ou révisable +/-	Taux indexé +/-	Autre ou sans contrepartie de taux +/-
Hors-bilan					
Futures	NA	-	-	-	-
Options	NA	-	-	-	-
Swaps	NA	-1 760 364	-	-	-
Autres instruments	NA	-	-	-	-
Total	NA	483 637	2 198 580	-	393 231

Ventilation par durée résiduelle Montants exprimés en milliers	0-3 mois +/-	3 mois-1 an +/-	1-3 ans +/-	3-5 ans +/-	>5 ans +/-
Actif					
Dépôts	-	-	-	-	-
Obligations	30 969	351 562	59 266	-	-
Titres de créances	1 646 000	2 354 785	-	-	-
Opérations temporaires sur titres	-	-	-	-	-
Comptes financiers	393 231	-	-	-	-
Passif					
Opérations de cession sur instruments financiers	-	-	-	-	-
Opérations temporaires sur titres	-	-	-	-	-
Comptes financiers	0	-	-	-	-
Hors-bilan					
Futures	-	-	-	-	-
Options	-	-	-	-	-
Swaps	-487 800	-1 233 967	-38 597	-	-
Autres instruments	-	-	-	-	-
Total	1 582 399	1 472 380	20 669	-	-

Exposition directe sur le marché des devises

Ventilation par devise	GBP			
Montants exprimés en milliers	+/-	+/-	+/-	+/-
Actif				
Dépôts	-	-	-	-
Actions et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et valeurs assimilées	-	-	-	-
Titres de créances	-	-	-	-
Opérations temporaires sur titres	-	-	-	-
Créances	-	-	-	-
Comptes financiers	-	-	-	-
Passif				
Opérations de cession sur instruments financiers	-	-	-	-
Opérations temporaires sur titres	-	-	-	-
Dettes	-	-	-	-
Comptes financiers	0	-	-	-
Hors-bilan				
Devises à recevoir	-	-	-	-
Devises à livrer	-	-	-	-
Futures options swaps	-	-	-	-
Autres opérations	-	-	-	-
Total	0	-	-	-

Exposition directe aux marchés de crédit

Ventilation par la notation des investissements	Investment Grade	Non Investment Grade	Non notés
Montants exprimés en milliers	+/-	+/-	+/-
Actif			
Obligations convertibles en actions	-	-	-
Obligations et valeurs assimilées	441 797	-	-
Titres de créances	3 673 190	-	327 595
Opérations temporaires sur titres	-	-	-
Passif			
Opérations de cession sur instruments financiers	-	-	-
Opérations temporaires sur titres	-	-	-

Exposition directe aux marchés de crédit (suite)

Ventilation par la notation des investissements Montants exprimés en milliers	Investment Grade +/-	Non Investment Grade +/-	Non notés +/-
Hors-bilan			
Dérivés de crédits	-	-	-
Solde net	4 114 987	-	327 595

Exposition des opérations faisant intervenir une contrepartie

Ventilation par contrepartie Montants exprimés en milliers	valeur actuelle constitutive d'une créance	valeur actuelle constitutive d'une dette
Opérations figurant à l'actif du bilan		
Dépôts	-	
Instruments financiers à terme non compensés	-	
Créances représentatives de titres reçus en pension	-	
Créances représentatives de titres donnés en garantie	-	
Créances représentatives de titres prêtés	-	
Titres financiers empruntés	-	
Titres reçus en garantie	-	
Titres financiers donnés en pension	-	
Créances	3 367	
Collatéral espèces	-	
Dépôt de garantie espèces versé	3 367	
<i>Newedge</i>	3 367	
Comptes financiers	393 231	
<i>Société Générale</i>	393 231	
Opérations figurant au passif du bilan		
Dettes représentatives des titres empruntés		-
Dettes représentatives de titres donnés en pension		-
Instruments financiers à terme non compensés		-
Dettes		-
Collatéral espèces		-
Concours bancaires		0
<i>Société Générale</i>		0

Expositions indirectes pour les OPC de multi-gestion

Code ISIN	Dénomination du Fonds	Orientation des placements / style de gestion	Devise de la part d'OPC	Montant de l'exposition exprimé en milliers
Société de gestion	Pays de domiciliation du fonds			
FR0007045109	ARKEA SUPPORT MONETAIRE FCP FEDERAL FINANCE GESTION	Monétaire	EUR	41 624
Total				41 624

Créances et Dettes

Ventilation par nature	30/09/2025
Créances	
Dépôt de garantie sur les marchés à terme	3 367 221,84
Total créances	3 367 221,84
Dettes	
Provision pour frais de gestion fixes à payer	-374 889,00
Provision pour frais de gestion variables à payer	-655 611,78
Provision commission de mouvement	-12 203,33
Total dettes	-1 042 704,11
Total	2 324 517,73

Frais de gestion

Catégorie de parts C/D	
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,07
Commission de performance (frais variables)	769 434,35
Rétrocession de frais de gestion	-
Catégorie de parts A	
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,26
Commission de performance (frais variables)	-
Rétrocession de frais de gestion	-
Catégorie de parts I	
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,10
Commission de performance (frais variables)	-
Rétrocession de frais de gestion	-
Catégorie de parts AFER GENERATION LIQUIDITES	
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,09 ⁽⁷⁾
Commission de performance (frais variables)	-
Rétrocession de frais de gestion	-

Frais de gestion (suite)

Catégorie de parts RF	
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,06 ⁽⁸⁾
Commission de performance (frais variables)	-
Rétrocession de frais de gestion	-

(7) La catégorie de parts AFER GENERATION LIQUIDITES ayant été créée le 17/11/2024, le taux présenté a été annualisé.

(8) La catégorie de parts RF ayant été créée le 31/07/2025, le taux présenté a été annualisé.

Engagements reçus et donnés

Description des garanties reçues par l'OPC avec notamment mention des garanties de capital	
Néant	
Autres engagements reçus et / ou donnés	
Néant	
Autres engagements (par nature de produit)	
	30/09/2025
Garanties reçues	-
dont instruments financiers reçus en garantie et non inscrits au bilan	-
Garanties données	-
dont instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine	-
Engagements de financement reçus mais non encore tirés	-
Engagements de financement donnés mais non encore tirés	-
Autres engagements hors bilan	-
Total	-

Autres informations

Code	Nom	Quantité	Cours	Valeur actuelle (en euros)
Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire				
	Néant			
Instruments financiers détenus en portefeuille émis par les entités liées à la société de gestion (fonds) ou au(x) gestionnaire(s) financier(s) (SICAV) et OPC à capital variable gérés par ces entités				
	Néant			

Affectation des sommes distribuables afférentes aux revenus nets

	30/09/2025	30/09/2024
Catégorie de parts C/D		
Revenus nets	80 588 375,02	159 470 041,55
Acomptes sur revenus nets versés au titre de l'exercice (*)	-	-
Revenus de l'exercice à affecter (**)	80 588 375,02	159 470 041,55
Report à nouveau	-	-
Sommes distribuables au titre du revenu net	80 588 375,02	159 470 041,55
Affectation :		
Distribution	-	-
Report à nouveau du revenu de l'exercice	-	-
Capitalisation	80 588 375,02	159 470 041,55
Total	80 588 375,02	159 470 041,55
* Information relative aux acomptes versés		
Montant unitaire	-	-
Crédits d'impôts totaux	-	-
Crédits d'impôts unitaires	-	-
** Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution		
Nombre d'actions ou parts	766 993,4650	945 950,3793
Distribution unitaire restant à verser après règlement des acomptes	-	-
Crédits d'impôt attaché à la distribution du revenu	-	-
Catégorie de parts A		
Revenus nets	3 725 415,02	5 742 011,25⁽⁹⁾
Acomptes sur revenus nets versés au titre de l'exercice (*)	-	-
Revenus de l'exercice à affecter (**)	3 725 415,02	5 742 011,25
Report à nouveau	-	-
Sommes distribuables au titre du revenu net	3 725 415,02	5 742 011,25
Affectation :		
Distribution	-	-
Report à nouveau du revenu de l'exercice	-	-
Capitalisation	3 725 415,02	5 742 011,25
Total	3 725 415,02	5 742 011,25
* Information relative aux acomptes versés		
Montant unitaire	-	-
Crédits d'impôts totaux	-	-
Crédits d'impôts unitaires	-	-
** Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution		
Nombre d'actions ou parts	1 719 047,7421	-
Distribution unitaire restant à verser après règlement des acomptes	-	-
Crédits d'impôt attaché à la distribution du revenu	-	-

Affectation des sommes distribuables afférentes aux revenus nets (suite)

	30/09/2025	30/09/2024
Catégorie de parts I		
Revenus nets	21 919 808,16	43 228 135,25⁽¹⁰⁾
Acomptes sur revenus nets versés au titre de l'exercice (*)	-	-
Revenus de l'exercice à affecter (**)	21 919 808,16	43 228 135,25
Report à nouveau	-	-
Sommes distribuables au titre du revenu net	21 919 808,16	43 228 135,25
Affectation :		
Distribution	-	-
Report à nouveau du revenu de l'exercice	-	-
Capitalisation	21 919 808,16	43 228 135,25
Total	21 919 808,16	43 228 135,25
* Information relative aux acomptes versés		
Montant unitaire	-	-
Crédits d'impôts totaux	-	-
Crédits d'impôts unitaires	-	-
** Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution		
Nombre d'actions ou parts	-	-
Distribution unitaire restant à verser après règlement des acomptes	-	-
Crédits d'impôt attaché à la distribution du revenu	-	-
Catégorie de parts AFER GENERATION LIQUIDITES		
Revenus nets	1 327 380,55⁽¹¹⁾	-
Acomptes sur revenus nets versés au titre de l'exercice (*)	-	-
Revenus de l'exercice à affecter (**)	1 327 380,55	-
Report à nouveau	-	-
Sommes distribuables au titre du revenu net	1 327 380,55	-
Affectation :		
Distribution	-	-
Report à nouveau du revenu de l'exercice	-	-
Capitalisation	1 327 380,55	-
Total	1 327 380,55	-
* Information relative aux acomptes versés		
Montant unitaire	-	-
Crédits d'impôts totaux	-	-
Crédits d'impôts unitaires	-	-
** Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution		
Nombre d'actions ou parts	677 284,0000	-
Distribution unitaire restant à verser après règlement des acomptes	-	-
Crédits d'impôt attaché à la distribution du revenu	-	-

Affectation des sommes distribuables afférentes aux revenus nets (suite)

	30/09/2025	30/09/2024
Catégorie de parts RF		
Revenus nets	2,79⁽¹²⁾	-
Acomptes sur revenus nets versés au titre de l'exercice (*)	-	-
Revenus de l'exercice à affecter (**)	2,79	-
Report à nouveau	-	-
Sommes distribuables au titre du revenu net	2,79	-
Affectation :		
Distribution	-	-
Report à nouveau du revenu de l'exercice	-	-
Capitalisation	2,79	-
Total	2,79	-
* Information relative aux acomptes versés		
Montant unitaire	-	-
Crédits d'impôts totaux	-	-
Crédits d'impôts unitaires	-	-
** Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution		
Nombre d'actions ou parts	-	-
Distribution unitaire restant à verser après règlement des acomptes	-	-
Crédits d'impôt attaché à la distribution du revenu	-	-

(9) La catégorie de parts OFI INVEST ESG LIQUIDITÉS A a été créée le 07/12/2023.

(10) La catégorie de parts OFI INVEST ESG LIQUIDITÉS I a été créée le 07/12/2023.

(11) La catégorie de parts AFER GENERATION LIQUIDITES a été créée le 17/11/2024.

(12) La catégorie de parts RF a été créée le 31/07/2025.

Affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values réalisées nettes

	30/09/2025	30/09/2024
Catégorie de parts C/D		
Plus ou moins-values réalisées nettes de l'exercice	16 660 756,73	11 100 952,31
Acomptes sur plus et moins-values réalisées nettes versées au titre de l'exercice (*)	-	-
Plus ou moins-values réalisées nettes à affecter (**)	16 660 756,73	11 100 952,31
Plus et moins-values réalisées nettes antérieures non distribuées	-	768 859,37
Sommes distribuables au titre des plus ou moins-values réalisées	16 660 756,73	11 869 811,68
Affectation :		
Distribution	-	-
Report à nouveau des plus ou moins-values réalisées nettes	-	-
Capitalisation	16 660 756,73	11 869 811,68
Total	16 660 756,73	11 869 811,68
* Information relative aux acomptes versés		
Acomptes unitaires versés	-	-
** Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution		
Nombre d'actions ou parts	766 993,4650	945 950,3793
Distribution unitaire restant à verser après règlement des acomptes	-	-
Catégorie de parts A		
Plus ou moins-values réalisées nettes de l'exercice	834 659,74	448 742,92⁽¹³⁾
Acomptes sur plus et moins-values réalisées nettes versées au titre de l'exercice (*)	-	-
Plus ou moins-values réalisées nettes à affecter (**)	834 659,74	448 742,92
Plus et moins-values réalisées nettes antérieures non distribuées	-	-
Sommes distribuables au titre des plus ou moins-values réalisées	834 659,74	448 742,92
Affectation :		
Distribution	-	-
Report à nouveau des plus ou moins-values réalisées nettes	-	-
Capitalisation	834 659,74	448 742,92
Total	834 659,74	448 742,92
* Information relative aux acomptes versés		
Acomptes unitaires versés	-	-
** Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution		
Nombre d'actions ou parts	1 719 047,7421	1 958 171,5938
Distribution unitaire restant à verser après règlement des acomptes	-	-

Affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values réalisées nettes (suite)

	30/09/2025	30/09/2024
Catégorie de parts I		
Plus ou moins-values réalisées nettes de l'exercice	4 557 747,77	3 232 559,85⁽¹⁴⁾
Acomptes sur plus et moins-values réalisées nettes versées au titre de l'exercice (*)	-	-
Plus ou moins-values réalisées nettes à affecter (**)	4 557 747,77	3 232 559,85
Plus et moins-values réalisées nettes antérieures non distribuées	-	4,90
Sommes distribuables au titre des plus ou moins-values réalisées	4 557 747,77	3 232 564,75
Affectation :		
Distribution	-	-
Report à nouveau des plus ou moins-values réalisées nettes	-	-
Capitalisation	4 557 747,77	3 232 564,75
Total	4 557 747,77	3 232 564,75
* Information relative aux acomptes versés		
Acomptes unitaires versés	-	-
** Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution		
Nombre d'actions ou parts	936 938,6789	1 409 544,3058
Distribution unitaire restant à verser après règlement des acomptes	-	-
Catégorie de parts AFER GENERATION LIQUIDITES		
Plus ou moins-values réalisées nettes de l'exercice	216 206,78⁽¹⁵⁾	-
Acomptes sur plus et moins-values réalisées nettes versées au titre de l'exercice (*)	-	-
Plus ou moins-values réalisées nettes à affecter (**)	216 206,78	-
Plus et moins-values réalisées nettes antérieures non distribuées	-	-
Sommes distribuables au titre des plus ou moins-values réalisées	216 206,78	-
Affectation :		
Distribution	-	-
Report à nouveau des plus ou moins-values réalisées nettes	-	-
Capitalisation	216 206,78	-
Total	216 206,78	-
* Information relative aux acomptes versés		
Acomptes unitaires versés	-	-
** Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution		
Nombre d'actions ou parts	677 284,0000	-
Distribution unitaire restant à verser après règlement des acomptes	-	-

Affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values réalisées nettes (suite)

	30/09/2025	30/09/2024
Catégorie de parts RF		
Plus ou moins-values réalisées nettes de l'exercice	0,96⁽¹⁶⁾	-
Acomptes sur plus et moins-values réalisées nettes versées au titre de l'exercice (*)	-	-
Plus ou moins-values réalisées nettes à affecter (**)	0,96	-
Plus et moins-values réalisées nettes antérieures non distribuées	-	-
Sommes distribuables au titre des plus ou moins-values réalisées	0,96	-
Affectation :		
Distribution	-	-
Report à nouveau des plus ou moins-values réalisées nettes	-	-
Capitalisation	0,96	-
Total	0,96	-
* Information relative aux acomptes versés		
Acomptes unitaires versés	-	-
** Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution		
Nombre d'actions ou parts	10,0000	-
Distribution unitaire restant à verser après règlement des acomptes	-	-

(13) La catégorie de parts OFI INVEST ESG LIQUIDITÉS A a été créée le 07/12/2023.

(14) La catégorie de parts OFI INVEST ESG LIQUIDITÉS I a été créée le 07/12/2023.

(15) La catégorie de parts AFER GENERATION LIQUIDITES a été créée le 17/11/2024.

(16) La catégorie de parts RF a été créée le 31/07/2025.

L'inventaire des dépôts et des instruments financiers

Libellé de l'instrument	Secteur d'activité	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
Immobilisations corporelles nettes				-	-
Actions et valeurs assimilées				-	-
<i>Négociées sur un marché réglementé ou assimilé</i>				-	-
<i>Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé</i>				-	-
Obligations convertibles en actions				-	-
<i>Négociées sur un marché réglementé ou assimilé</i>				-	-
<i>Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé</i>				-	-
Obligations et valeurs assimilées				441 797 077,75	9,05
<i>Négociées sur un marché réglementé ou assimilé</i>				441 797 077,75	9,05
ABN AMRO BANK NV 3.625% 10/01/2026	Finance/Assurance	EUR	10 000 000,00	10 299 098,63	0,21
ALD SA 1.25% 02/03/2026	Admin. privée	EUR	10 000 000,00	10 033 202,74	0,21
ALD SA 4.75% 13/10/2025	Admin. privée	EUR	19 500 000,00	20 406 910,27	0,42
ARVAL SERVICE LEASE 4.125% 13/4/2026	Admin. privée	EUR	5 200 000,00	5 326 164,11	0,11
ARVAL SERVICE LEASE 4.25% 11/11/2025	Admin. privée	EUR	5 000 000,00	5 194 847,95	0,11
BANCO BILBAO VIZCAYA ARG 1% 21/06/2026	Finance/Assurance	EUR	25 000 000,00	24 862 178,08	0,51
BANQUE FED CRED MUTUEL 0.01% 11/05/2026	Finance/Assurance	EUR	15 000 000,00	14 806 933,56	0,30
BANQUE FED CRED MUTUEL 1.625% 19/01/2026	Finance/Assurance	EUR	20 000 000,00	20 193 964,38	0,41
BELFIUS BANK SA NV 0.375% 13/02/2026	Finance/Assurance	EUR	3 900 000,00	3 883 552,68	0,08
BNP PARIBAS 1.125% 11/06/2026	Finance/Assurance	EUR	34 500 000,00	34 368 597,53	0,70
BNP PARIBAS ISSUANCE BV 0.125% 18/06/2026	Finance/Assurance	EUR	32 391 000,00	31 937 077,85	0,65
BPCE SA 0.25% 15/01/2026	Finance/Assurance	EUR	5 000 000,00	4 980 885,62	0,10
BPCE SA 1.375% 23/03/2026	Finance/Assurance	EUR	25 000 000,00	25 090 630,14	0,51
BPCE SA 3.625% 17/04/2026	Finance/Assurance	EUR	8 000 000,00	8 191 330,41	0,17
BPIFRANCE FINANCEMENT SA 0.625% 25/05/2026	Finance/Assurance	EUR	15 000 000,00	14 885 426,71	0,31
CAIXABANK 1.375% 19/06/2026	Finance/Assurance	EUR	10 000 000,00	9 978 701,37	0,20
CAIXABANK SA 1.125% 27/03/2026	Finance/Assurance	EUR	4 500 000,00	4 502 986,64	0,09
CAPGEMINI SE FRN 25/09/2027	IT/Communication	EUR	13 500 000,00	13 508 964,06	0,28
DEUTSCHE BOERSE AG 0% 22/02/2026	Finance/Assurance	EUR	7 500 000,00	7 436 325,00	0,15
DEUTSCHE BOERSE AG 3.875% 28/09/2026	Finance/Assurance	EUR	6 600 000,00	6 701 325,37	0,14
DH EUROPE FINANCE 0.2% 18/03/2026	Finance/Assurance	EUR	11 000 000,00	10 912 703,70	0,22
HEINEKEN NV 3.625% 15/11/2026	Manufacture	EUR	5 997 000,00	6 269 332,81	0,13
ING BANK NV 4.125% 02/10/2026	Finance/Assurance	EUR	17 200 000,00	18 233 616,33	0,37
ING GROEP NV 2 125% 10/01/2026	Finance/Assurance	EUR	10 000 000,00	10 152 916,44	0,21
INTESA SANPAOLO SPA 0.625% 24/02/2026	Finance/Assurance	EUR	4 992 000,00	4 978 885,40	0,10
LLOYDS BANK PLC 0.125% 18/06/2026	Finance/Assurance	EUR	1 000 000,00	985 936,16	0,02
LLOYDS BK CORP MKTS PLC 2.375% 09/04/2026	Finance/Assurance	EUR	6 299 000,00	6 375 733,90	0,13

L'inventaire des dépôts et des instruments financiers (suite)

Libellé de l'instrument	Secteur d'activité	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
MIZUHO FINANCIAL GROUP 0.184% 13/04/2026	Finance/Assurance	EUR	25 000 000,00	24 760 424,66	0,51
OP CORPORATE BANK PLC 0.25% 24/03/2026	Finance/Assurance	EUR	18 216 000,00	18 079 587,11	0,37
RTE RESEAU DE TRANSPORT 1% 19/10/2026	Energie	EUR	9 100 000,00	9 068 964,01	0,19
RTR RESEAU DE TRANSPORT 1.625% 27/11/2025	Energie	EUR	5 300 000,00	5 367 245,38	0,11
SOCIETE GENERALE 0.125% 24/02/2026	Finance/Assurance	EUR	5 300 000,00	5 261 185,85	0,11
SOCIETE GENERALE 0.75% 25/01/2027	Finance/Assurance	EUR	6 300 000,00	6 195 898,11	0,13
SOCIETE GENERALE VAR 17/11/2026	Finance/Assurance	EUR	6 000 000,00	5 989 293,70	0,12
UNICREDIT SPA 0.325% 19/01/2026	Finance/Assurance	EUR	19 700 000,00	19 636 007,38	0,40
VOLVO TREASURY AB 0% 18/05/2026	Finance/Assurance	EUR	7 969 000,00	7 856 557,41	0,16
VOLVO TREASURY AB 3.875% 29/08/2026	Finance/Assurance	EUR	5 000 000,00	5 083 686,30	0,10
<i>Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé</i>				-	-
Titres de créances				4 000 784 471,48	81,99
<i>Négociés sur un marché réglementé ou assimilé</i>				<i>4 000 784 471,48</i>	<i>81,99</i>
ABN AMRO BANK NV ZCP 15/12/2025	Finance/Assurance	EUR	8 000 000,00	7 965 448,00	0,16
ACHMEA BANK NV ZCP 27/05/2026	Finance/Assurance	EUR	20 000 000,00	19 718 700,00	0,40
ACHMEA BANK ZCP 06/07/2026	Finance/Assurance	EUR	21 400 000,00	21 042 641,40	0,43
ACHMEA BANK ZCP 30/04/2026	Finance/Assurance	EUR	10 000 000,00	9 876 950,00	0,20
AGACHE SOCIETE FINANCIERE ZCP 05/11/2025	Finance/Assurance	EUR	15 000 000,00	14 968 740,00	0,31
AGENCE CENTRALE DES EONIAEST+28% 09/12/2025	Admin. publique	EUR	50 000 000,00	50 948 806,25	1,04
APRR SA ZCP 01/10/2025	Transport	EUR	10 000 000,00	9 999 430,00	0,20
AXA BANQUE EONIAEST+0.14% 02/10/2025	Finance/Assurance	EUR	30 000 000,00	30 156 996,08	0,62
AXA BANQUE EONIAEST+0.18% 05/02/2026	Finance/Assurance	EUR	15 000 000,00	15 022 833,25	0,31
AXA BANQUE EONIAEST+0.22% 23/01/2026	Finance/Assurance	EUR	50 000 000,00	50 305 708,33	1,03
AXA BANQUE S.A. EONIAEST +.33% 14/05/2026	Finance/Assurance	EUR	30 000 000,00	30 284 233,33	0,62
BANCO BILBAO VIZCAY ZCP 19/03/2026	Finance/Assurance	EUR	30 000 000,00	29 703 810,00	0,61
BANCO BILBAO VIZCAYA ARGENTA ZCP 03/12/2025	Finance/Assurance	EUR	40 000 000,00	39 852 680,00	0,82
BANCO BILBAO VIZCAYA ARGENTARIA ZCP 13/05/2026	Finance/Assurance	EUR	30 000 000,00	29 605 530,00	0,61
BANQUE FEDERATIVE DE CREDI EONIAEST+0.32% 01/04/2026	Finance/Assurance	EUR	35 000 000,00	35 363 611,60	0,72
BANQUE FEDERATIVE DU EONIAEST + 0.3% 02/04/2026	Finance/Assurance	EUR	20 000 000,00	20 241 180,00	0,41
BANQUE FEDERATIVE DU EONIAEST +31% 25/06/2026	Finance/Assurance	EUR	35 000 000,00	35 153 956,83	0,72
BANQUE POSTALE (LA) EONIAEST 0.285% 20/03/2026	Finance/Assurance	EUR	30 000 000,00	30 397 211,25	0,62
BCO BILBAO VIZCAYA ARENTARIA ZCP 19/01/2026	Finance/Assurance	EUR	30 000 000,00	29 809 440,00	0,61
BFCM EONIAEST+0.32% 09/01/2026	Finance/Assurance	EUR	30 000 000,00	30 580 190,00	0,63
BFCM EONIAEST+0.32% 12/03/2026	Finance/Assurance	EUR	20 000 000,00	20 281 334,11	0,42
BFCM EONIAEST+0.32% 12/12/2025	Finance/Assurance	EUR	50 000 000,00	51 093 977,22	1,05

L'inventaire des dépôts et des instruments financiers (suite)

Libellé de l'instrument	Secteur d'activité	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
BNP PARIBAS SA EONIAEST +0.14% 13/11/2025	Finance/Assurance	EUR	30 000 000,00	30 086 112,50	0,62
BNP PARIBAS SA EONIAEST +0.16% 12/12/2025	Finance/Assurance	EUR	30 000 000,00	30 086 239,17	0,62
BNP PARIBAS SA EONIAEST+0.26% 23/12/2025	Finance/Assurance	EUR	50 000 000,00	51 017 956,67	1,05
BPCE SA EONIAEST + 0.29% 15/10/2025	Finance/Assurance	EUR	50 000 000,00	51 207 038,89	1,05
BPCE SA EONIAEST + 0.3% 14/11/2025	Finance/Assurance	EUR	50 000 000,00	51 219 483,33	1,05
BPCE SA EONIAEST + 0.31% 06/02/2026	Finance/Assurance	EUR	25 000 000,00	25 420 568,89	0,52
BPCE SA EONIAEST +.3% 02/04/2026	Finance/Assurance	EUR	50 000 000,00	50 607 900,00	1,04
BPCE SA EONIAEST +.31% 09/01/2026	Finance/Assurance	EUR	40 000 000,00	40 771 813,33	0,84
BPCE SA EONIAEST .3% 12/12/2025	Finance/Assurance	EUR	50 000 000,00	51 086 516,11	1,05
BPCE SA EONIAEST+0.32% 24/07/2026	Finance/Assurance	EUR	30 000 000,00	30 136 909,67	0,62
CAISSE CR MUTUEL EONIAEST+0.33% 03/08/2026	Finance/Assurance	EUR	30 000 000,00	30 098 616,67	0,62
CAIXABANK SA ZCP 24/12/2025	Finance/Assurance	EUR	50 000 000,00	49 764 400,00	1,02
CIE GLE DE LOCATION D'EQUIPEMENTS ZCP 13/02/2026	Finance/Assurance	EUR	5 000 000,00	4 960 155,00	0,10
CIE GLE DE LOCATION D'EQUIPEMENTS ZCP 21/11/2025	Finance/Assurance	EUR	14 000 000,00	13 957 734,00	0,29
COCA COLA HBC FINANCE BV ZCP 27/03/2026	Finance/Assurance	EUR	7 500 000,00	7 420 410,00	0,15
COFACE SA ZCP 03/10/2025	Finance/Assurance	EUR	10 000 000,00	9 998 240,00	0,20
COFACE SA ZCP 04/03/2026	Finance/Assurance	EUR	16 000 000,00	15 851 600,00	0,32
COFACE SA ZCP 15/01/2026	Finance/Assurance	EUR	10 000 000,00	9 936 050,00	0,20
COFACE SA ZCP 15/10/2025	Finance/Assurance	EUR	10 000 000,00	9 991 200,00	0,20
COFACE SA ZCP 23/01/2026	Finance/Assurance	EUR	10 000 000,00	9 931 130,00	0,20
COFINIMMO SA ZCP 17/11/2025	Immobilier	EUR	14 000 000,00	13 960 772,00	0,29
COMMERZBANK AG ZCP 10/03/2026	Finance/Assurance	EUR	50 000 000,00	49 549 600,00	1,02
COMMERZBANK AG ZCP 14/09/2026	Finance/Assurance	EUR	30 000 000,00	29 375 820,00	0,60
COMMERZBANK AG ZCP 22/06/2026	Finance/Assurance	EUR	20 000 000,00	19 689 620,00	0,40
COVIVIO SA ZCP 05/12/2025	Immobilier	EUR	10 000 000,00	9 961 520,00	0,20
COVIVIO ZCP 02/12/2025	Immobilier	EUR	5 000 000,00	4 981 645,00	0,10
CREDIT AGRICOLE EONIAEST+0.3% 12/12/2025	Finance/Assurance	EUR	90 000 000,00	91 953 569,00	1,88
CREDIT AGRICOLE SA EONIAEST +.295% 26/05/2026	Finance/Assurance	EUR	30 000 000,00	30 129 523,00	0,62
CREDIT AGRICOLE SA EONIAEST+0.3% 13/02/2026	Finance/Assurance	EUR	50 000 000,00	50 688 858,75	1,04
CREDIT AGRICOLE SA EONIAEST+0.31% 06/01/2026	Finance/Assurance	EUR	50 000 000,00	50 982 622,22	1,04
CREDIT AGRICOLE SA EONIAEST+0.31% 14/01/2026	Finance/Assurance	EUR	50 000 000,00	50 947 083,33	1,04
CREDIT AGRICOLE SA EONIAEST+0.32% 13/03/2026	Finance/Assurance	EUR	50 000 000,00	50 695 542,08	1,04
CREDIT INDUSTRIEL ET COM EONIAEST+0.32% 02/07/2026	Finance/Assurance	EUR	40 000 000,00	40 235 728,11	0,82
CREDIT LYONNAIS SA EONIAEST+0.33% 03/06/2026	Finance/Assurance	EUR	40 000 000,00	40 313 240,00	0,83
CRH FINANCE DAC ZCP 03/11/2025	Finance/Assurance	EUR	15 000 000,00	14 969 505,00	0,31

L'inventaire des dépôts et des instruments financiers (suite)

Libellé de l'instrument	Secteur d'activité	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
DANONE SA ZCP 03/10/2025	Manufacture	EUR	14 000 000,00	13 997 634,00	0,29
EIFPAGE ZCP 09/10/2025	Construction	EUR	10 000 000,00	9 994 750,00	0,20
ELECTRICITE DE FRAN ZCP 18/03/2026	Energie	EUR	30 000 000,00	29 708 670,00	0,61
ELECTRICITE DE FRANCE ZCP 13/02/2026	Energie	EUR	50 000 000,00	49 610 800,00	1,02
ELIS SA ZCP 03/12/2025	Autres services	EUR	35 000 000,00	34 863 290,00	0,71
ENGIE SA EONIAEST +0.14% 12/12/2025	Energie	EUR	30 000 000,00	30 082 170,00	0,62
ENGIE SA EONIAEST +.11% 06/10/2025	Energie	EUR	35 000 000,00	35 053 312,88	0,72
FINANCIERE AGACHE ZCP 16/10/2025	Finance/Assurance	EUR	25 000 000,00	24 976 475,00	0,51
FINANCIERE AGACHE ZCP 20/10/2025	Finance/Assurance	EUR	15 000 000,00	14 982 435,00	0,31
GECINA ZCP 27/01/2026	Immobilier	EUR	30 000 000,00	29 795 730,00	0,61
HEINEKEN NV ZCP 13/10/2025	Manufacture	EUR	2 700 000,00	2 697 969,60	0,06
HEWLETT PACKARD INTL BANK DAC CDN 23/02/2026	Finance/Assurance	EUR	10 000 000,00	9 914 130,00	0,20
IBERDROLA INTENATIONAL ZCP 24/11/2025	Finance/Assurance	EUR	9 000 000,00	8 971 425,00	0,18
IBERDROLA INTERNATIONAL ZCP 04/11/2025	Finance/Assurance	EUR	30 000 000,00	29 939 550,00	0,61
ING BANK NV EONIAEST .3% 19/05/2026	Finance/Assurance	EUR	30 000 000,00	30 266 433,75	0,62
ING BANK NV EONIAEST+0.3% 05/06/2026	Finance/Assurance	EUR	40 000 000,00	40 303 585,00	0,83
ING BANK NV EONIAEST+0.30% 03/06/2026	Finance/Assurance	EUR	30 000 000,00	30 234 120,00	0,62
INTESA SANPAOLO BANK IRELAND ZCP 08/01/2026	Finance/Assurance	EUR	50 000 000,00	49 716 650,00	1,02
INTESA SANPAOLO BANK IRELAND ZCP 21/04/2026	Finance/Assurance	EUR	50 000 000,00	49 410 350,00	1,01
INTESA SANPAOLO BANK LUXEMBOUR ZCP 14/09/2026	Finance/Assurance	EUR	15 000 000,00	14 683 530,00	0,30
INTESA SANPAOLO BANK ZCP 06/01/2026	Finance/Assurance	EUR	50 000 000,00	49 719 550,00	1,02
INTESA SANPAOLO BANK ZCP 13/08/2026	Finance/Assurance	EUR	12 500 000,00	12 261 550,00	0,25
INTESA SANPAOLO BANK ZCP 17/08/2026	Finance/Assurance	EUR	30 000 000,00	29 420 160,00	0,60
KBC GROUP NV CDN 23/02/2026	Finance/Assurance	EUR	5 000 000,00	4 955 950,00	0,10
KBC GROUP NV ZCP 23/12/2025	Finance/Assurance	EUR	30 000 000,00	29 849 880,00	0,61
KERING FINANCE ZCP 10/11/2025	Science/Technologie	EUR	24 000 000,00	23 944 248,00	0,49
LA BANQUE POSTALE EONIAEST + 0.29% 02/01/2026	Finance/Assurance	EUR	70 000 000,00	71 385 383,03	1,46
LA BANQUE POSTALE EONIAEST +285% 08/01/2026	Finance/Assurance	EUR	50 000 000,00	50 960 746,53	1,04
LA BANQUE POSTALE EONIAEST+0.28% 30/01/2026	Finance/Assurance	EUR	50 000 000,00	50 861 093,75	1,04
LA BANQUE POSTALE EONIAEST+0.3% 24/12/2025	Finance/Assurance	EUR	40 000 000,00	40 830 651,11	0,84
LLOYDS BANK CORPOR MARK EONIAEST+0.3% 02/10/2025	Finance/Assurance	EUR	25 000 000,00	25 712 813,54	0,53
LLOYDS BANK CORPORATE EONIAEST + 0.35% 21/04/2026	Finance/Assurance	EUR	70 000 000,00	70 794 734,50	1,45
LLOYDS BANK CORPORATION EONIAEST+0.3% 27/10/2025	Finance/Assurance	EUR	10 000 000,00	10 257 673,06	0,21
LLOYDS BANK CORPORATION ZCP 03/09/2026	Finance/Assurance	EUR	50 000 000,00	48 999 250,00	1,00
MEDIOBANCA INTERNATIONAL ZCP 07/11/2025	Finance/Assurance	EUR	25 000 000,00	24 950 725,00	0,51

L'inventaire des dépôts et des instruments financiers (suite)

Libellé de l'instrument	Secteur d'activité	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
MEDIOBANCA INTERNATIONAL ZCP 09/01/2026	Finance/Assurance	EUR	40 000 000,00	39 774 600,00	0,82
MEDIOBANCA INTERNATIONAL ZCP 15/01/2025	Finance/Assurance	EUR	20 000 000,00	19 984 540,00	0,41
MUFG BANK LTD EONIAEST+0.19% 13/02/2026	Finance/Assurance	EUR	20 000 000,00	20 045 101,72	0,41
MUFG BANK LTD ZCP 10/11/2025	Finance/Assurance	EUR	30 000 000,00	29 930 160,00	0,61
NATWEST MARKETS NV ZCP 01/06/2026	Finance/Assurance	EUR	25 000 000,00	24 643 825,00	0,51
NATWEST MARKETS NV ZCP 15/05/2026	Finance/Assurance	EUR	30 000 000,00	29 603 790,00	0,61
NTT FINANCE UK LIMITED ZCP 11/12/2025	Finance/Assurance	EUR	18 500 000,00	18 420 006,00	0,38
NTT FINANCE UK LIMITED ZCP 26/11/2025	Finance/Assurance	EUR	30 000 000,00	29 897 730,00	0,61
NTT FINANCE UK LIMITED ZCP 26/11/2025	Finance/Assurance	EUR	30 000 000,00	29 897 730,00	0,61
OP CORPORATE BANK P ZCP 02/01/2026	Finance/Assurance	EUR	20 000 000,00	19 894 940,00	0,41
PERNOD RICARD FINANCE SA ZCP 07/10/2025	Finance/Assurance	EUR	20 000 000,00	19 991 720,00	0,41
PERNOD RICARD FINANCE SA ZCP 09/10/2025	Finance/Assurance	EUR	20 000 000,00	19 989 340,00	0,41
PERNOD RICARD FINANCE SA ZCP 22/10/2025	Finance/Assurance	EUR	14 000 000,00	13 981 814,00	0,29
RECKITT BENCKISER TREASURY SERVICES ZCP 22/10/2025	Manufacture	EUR	10 000 000,00	9 986 860,00	0,20
SAFRAN SA ZCP 21/11/2025	Manufacture	EUR	20 000 000,00	19 940 120,00	0,41
SAFRAN SA ZCP 22/10/2025	Manufacture	EUR	20 000 000,00	19 974 520,00	0,41
SAFRAN ZCP 08/10/2025	Manufacture	EUR	30 000 000,00	29 986 020,00	0,61
SANTANDER CONSU ZCP 13/02/2026	Finance/Assurance	EUR	15 000 000,00	14 878 815,00	0,30
SANTANDER CONSUMER BANK AG ZCP 17/03/2026	Finance/Assurance	EUR	24 000 000,00	23 758 944,00	0,49
SANTANDER CONSUMER BANK ZCP 15/05/2026	Finance/Assurance	EUR	20 000 000,00	19 728 880,00	0,40
SANTANDER CONSUMER ZCP 03/06/2026	Finance/Assurance	EUR	20 000 000,00	19 713 600,00	0,40
SANTANDER CONSUMER ZCP 11/03/2026	Finance/Assurance	EUR	12 500 000,00	12 379 075,00	0,25
SAVENCIA SA ZCP 02/09/2025	Manufacture	EUR	10 000 000,00	9 998 180,00	0,20
SAVENCIA SA ZCP 20/10/2025	Manufacture	EUR	9 000 000,00	8 989 146,00	0,18
SCHNEIDER ELECTRIC SE ZCP 04/11/2025	Manufacture	EUR	20 000 000,00	19 959 920,00	0,41
SEB SA ZCP 01/10/2025	Manufacture	EUR	5 000 000,00	4 999 710,00	0,10
SGS NEDERLAND HOLDI ZCP 10/11/2025	Science/Technologie	EUR	15 000 000,00	14 963 940,00	0,31
SOCIETE GENERALE EONIAEST+0.3% 02/01/2026	Finance/Assurance	EUR	30 000 000,00	30 593 653,92	0,63
SOCIETE GENERALE EONIAEST+0.30% 04/08/2026	Finance/Assurance	EUR	50 000 000,00	50 183 655,28	1,03
SOCIETE GENERALE EONIAEST+0.33% 02/01/2026	Finance/Assurance	EUR	20 000 000,00	20 389 000,00	0,42
SOCIETE GENERALE SA EONIAEST+0.3% 02/07/2026	Finance/Assurance	EUR	40 000 000,00	40 233 945,89	0,82
SOCIETE GENERALE SA EONIAEST+0.30% 03/07/2026	Finance/Assurance	EUR	60 000 000,00	60 343 296,33	1,24
SONEPAR SA ZCP 10/10/2025	Commerce	EUR	10 000 000,00	9 994 330,00	0,20
SONEPAR ZCP 22/10/2025	Commerce	EUR	10 000 000,00	9 987 410,00	0,20
SUMITOMO MITSUI BANKING CORP ZCP 03/10/2025	Finance/Assurance	EUR	20 000 000,00	19 996 600,00	0,41

L'inventaire des dépôts et des instruments financiers (suite)

Libellé de l'instrument	Secteur d'activité	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
SUMITOMO MITSUI BANKING CORPOR CDN 05/11/2025	Finance/Assurance	EUR	40 000 000,00	39 918 680,00	0,82
SVENSKA HANDELSBANKEN AB ZCP 29/04/2026	Finance/Assurance	EUR	50 000 000,00	49 392 300,00	1,01
TORONTO DOMINION BANK EONIAEST + 0.33% 18/12/2025	Finance/Assurance	EUR	50 000 000,00	51 074 485,56	1,05
UNEDIC SA ZCP 13/10/2025	Admin. publique	EUR	50 000 000,00	49 962 600,00	1,02
UNICREDIT SPA EONIAEST+0.27% 13/03/2026	Finance/Assurance	EUR	30 000 000,00	30 214 991,67	0,62
UNION FINANCE GRAINS ZCP 10/10/2025	Admin. privée	EUR	15 000 000,00	14 991 210,00	0,31
VEOLIA ENVIRONMENT SA EONIAEST + 0.17% 19/01/2026	Eau/Déchets	EUR	25 000 000,00	25 062 687,78	0,51
VEOLIA ENVIRONMENT SA EONIAEST + 0.3% 29/01/2026	Eau/Déchets	EUR	25 000 000,00	25 257 719,79	0,52
VEOLIA ENVIRONMENT SA EONIAEST+0.27% 07/11/2025	Eau/Déchets	EUR	30 000 000,00	30 740 999,50	0,63
VEOLIA ENVIRONNEMENT EONIAEST+0.31% 16/01/2026	Eau/Déchets	EUR	30 000 000,00	30 559 255,92	0,63
VINCI SA EONIAEST +0.16% 21/10/2025	Construction	EUR	30 000 000,00	30 125 058,00	0,62
VIVENDI SE ZCP 15/10/2025	IT/Communication	EUR	18 000 000,00	17 984 016,00	0,37
<i>Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé</i>				-	-
Parts d'OPC et de fonds d'investissements				41 624 376,92	0,85
OPCVM				41 624 376,92	0,85
ARKEA SUPPORT MONETAIRE FCP	Finance/Assurance	EUR	3 626,00	41 624 376,92	0,85
<i>FIA et équivalents d'autres Etats membres de l'Union Européenne</i>				-	-
<i>Autres OPC et fonds d'investissements</i>				-	-
Dépôts				-	-
Opérations temporaires sur titres				-	-
<i>Créances représentatives de titres financiers reçus en pension</i>				-	-
<i>Créances représentatives de titres donnés en garantie</i>				-	-
<i>Créances représentatives de titres financiers prêtés</i>				-	-
<i>Titres financiers empruntés</i>				-	-
<i>Titres financiers donnés en pension</i>				-	-
<i>Autres opérations temporaires</i>				-	-
<i>Opérations de cession sur instruments financiers</i>				-	-
<i>Opérations temporaires sur titres financiers</i>				-	-
Prêts				-	-
Emprunts				-	-
Autres actifs éligibles				-	-
Autres passifs éligibles				-	-
Total				4 484 205 926,15	91,89

L'inventaire des instruments financiers à terme hors IFT utilisés en couverture d'une catégorie de parts

L'inventaire des opérations à terme de devises

Type d'opération	Valeur actuelle présentée au bilan		Montant de l'exposition			
	Actif	Passif	Devises à recevoir (+)		Devises à livrer (-)	
			Devise	Montant	Devise	Montant
Total	-	-		-		-

L'inventaire des instruments financiers à terme

Libellé de l'instrument	Quantité	Valeur actuelle présentée au bilan		Montant de l'exposition
		Actif	Passif	+/-
Actions				
Total Actions		-	-	-
Taux d'intérêts				
Swaps				
2554499422#S_2026092	5 000 000	-	12 206,20	-5 000 000,00
2554651102#S_2026092	1 600 000	-	3 786,94	-1 600 000,00
2578557902#S_2025112	3 000 000	-	127,62	-3 000 000,00
2578574672#S_2025112	2 300 000	41,63	-	-2 300 000,00
2580532502#S_2026011	10 000 000	-	5 594,79	-10 000 000,00
2581142962#S_2026051	15 000 000	-	30 117,70	-15 000 000,00
2591236312#S_2026011	9 700 000	-	19 075,39	-9 700 000,00
2591990282#S_2025110	25 000 000	16 389,31	-	-25 000 000,00
2605067092	10 000 000	-	3 903,13	-10 000 000,00
2620593042	20 000 000	15 544,47	-	-20 000 000,00
2621898882	5 000 000	-	1 238,95	-5 000 000,00
2624616572	3 900 000	423,61	-	-3 900 000,00
2627935202	9 500 000	9 529,20	-	-9 500 000,00
2630699242	5 000 000	4 120,28	-	-5 000 000,00
2631221362	6 000 000	4 945,45	-	-6 000 000,00
2631260012	4 500 000	-	2 605,27	-4 500 000,00
2633721112	5 000 000	2 603,92	-	-5 000 000,00
2635094892	5 000 000	2 584,33	-	-5 000 000,00
2638889182	50 000 000	40 042,81	-	-50 000 000,00
2642155372	5 300 000	-	1 009,67	-5 300 000,00
2642825542	50 000 000	8 026,76	-	-50 000 000,00
2643144012	5 000 000	-	930,22	-5 000 000,00
2645599342	50 000 000	-	25 759,25	-50 000 000,00
2645603792	40 000 000	-	20 720,44	-40 000 000,00
2648341362	50 000 000	-	25 745,38	-50 000 000,00
2651111192	10 000 000	-	10 254,53	-10 000 000,00
2651114512	10 000 000	-	13 805,39	-10 000 000,00
2651152612	20 000 000	-	20 812,11	-20 000 000,00
2656376692	30 000 000	-	29 297,13	-30 000 000,00

L'inventaire des instruments financiers à terme (suite)

Libellé de l'instrument	Quantité	Valeur actuelle présentée au bilan		Montant de l'exposition +/-
		Actif	Passif	
2656404192	20 000 000	-	15 207,57	-20 000 000,00
2659943752	5 000 000	-	4 452,81	-5 000 000,00
2660204612	5 000 000	-	3 939,46	-5 000 000,00
2669237042	8 000 000	-	14 222,22	-8 000 000,00
2674133282	25 000 000	-	5 464,27	-25 000 000,00
2675905932	10 000 000	-	11 437,33	-10 000 000,00
2677223842	5 200 000	-	3 604,52	-5 200 000,00
2679849762	11 000 000	-	4 921,96	-11 000 000,00
2680113432	15 000 000	-	896,65	-15 000 000,00
2681106792	50 000 000	-	19 297,50	-50 000 000,00
2690521412	10 000 000	-	5 024,08	-10 000 000,00
2699033282	7 500 000	-	3 130,49	-7 500 000,00
2706544722	50 000 000	-	58 198,33	-50 000 000,00
2708509122	12 500 000	-	12 573,97	-12 500 000,00
2715283662	10 000 000	-	16 495,58	-10 000 000,00
2715298442	30 000 000	-	27 590,24	-30 000 000,00
2721311242	30 000 000	-	21 426,09	-30 000 000,00
2753099542	50 000 000	86 309,93	-	-50 000 000,00
2760392002	50 000 000	122 034,83	-	-50 000 000,00
2762923962	20 000 000	23 776,13	-	-20 000 000,00
2763112582	10 000 000	23 050,09	-	-10 000 000,00
2767871012	15 000 000	8 587,65	-	-15 000 000,00
2773882062	30 000 000	37 088,74	-	-30 000 000,00
2777134362	10 000 000	9 979,91	-	-10 000 000,00
2782289602	14 000 000	4 581,47	-	-14 000 000,00
2782643402	3 216 000	3 947,59	-	-3 216 000,00
2786856992	10 000 000	11 529,81	-	-10 000 000,00
2788199742	7 969 000	12 619,33	-	-7 969 000,00
2792185192	25 000 000	49 430,19	-	-25 000 000,00
2794242462	40 000 000	21 756,45	-	-40 000 000,00
2798428702	6 299 000	9 718,99	-	-6 299 000,00
2798594422	15 000 000	29 017,59	-	-15 000 000,00
2805968982	5 000 000	7 627,04	-	-5 000 000,00
2806083582	5 997 000	13 156,29	-	-5 997 000,00
2807665232	30 000 000	44 362,66	-	-30 000 000,00
2813842542	15 000 000	1 916,96	-	-15 000 000,00
2813843002	20 000 000	25 230,00	-	-20 000 000,00
2818053312	3 884 000	5 720,96	-	-3 884 000,00
2820060352	7 500 000	7 200,07	-	-7 500 000,00
2820282912	20 000 000	26 402,95	-	-20 000 000,00
2821297082	12 500 000	19 307,29	-	-12 500 000,00
2826510542	20 000 000	1 427,71	-	-20 000 000,00
2827974542	20 000 000	1 790,84	-	-20 000 000,00
2829432802	20 000 000	2 156,77	-	-20 000 000,00

L'inventaire des instruments financiers à terme (suite)

Libellé de l'instrument	Quantité	Valeur actuelle présentée au bilan		Montant de l'exposition +/-
		Actif	Passif	
2829460512	10 000 000	1 091,15	-	-10 000 000,00
2829527952	10 000 000	12 230,02	-	-10 000 000,00
2830867762	30 000 000	6 028,05	-	-30 000 000,00
2832269712	24 000 000	4 862,43	-	-24 000 000,00
2833851572	10 000 000	13 690,03	-	-10 000 000,00
2834781292	20 000 000	19 460,08	-	-20 000 000,00
2837008342	24 000 000	20 408,76	-	-24 000 000,00
2837532542	3 507 000	4 988,48	-	-3 507 000,00
2838401762	3 849 000	2 778,93	-	-3 849 000,00
2838692972	1 143 000	853,08	-	-1 143 000,00
2841036472	14 000 000	1 539,88	-	-14 000 000,00
2842055272	10 000 000	15 438,72	-	-10 000 000,00
2842080562	15 000 000	14 389,90	-	-15 000 000,00
2844936832	12 000 000	18 616,90	-	-12 000 000,00
2846072002	10 000 000	444,34	-	-10 000 000,00
2851241002	15 000 000	690,88	-	-15 000 000,00
2855281262	21 400 000	19 502,80	-	-21 400 000,00
2861772472	5 000 000	1 080,05	-	-5 000 000,00
2862709272	12 500 000	8 305,55	-	-12 500 000,00
2863882182	30 000 000	22 015,60	-	-30 000 000,00
2863986052	30 000 000	10 287,49	-	-30 000 000,00
2870136642	5 000 000	1 275,64	-	-5 000 000,00
2870139172	9 100 000	8 355,35	-	-9 100 000,00
2873486632	30 000 000	3 307,03	-	-30 000 000,00
2874445782	15 000 000	5 931,86	-	-15 000 000,00
2874472682	11 100 000	8 017,12	-	-11 100 000,00
2874671822	2 600 000	1 806,93	-	-2 600 000,00
2874739212	3 500 000	2 451,50	-	-3 500 000,00
2877251822	6 300 000	6 775,15	-	-6 300 000,00
2880689472	50 000 000	24 862,62	-	-50 000 000,00
2892744262	30 000 000	12 769,39	-	-30 000 000,00
2892891122	15 000 000	6 235,78	-	-15 000 000,00
S 2.1127 OISEST 2026	10 000 000	-	13 485,91	-10 000 000,00
S 2.1332 OISEST 2026	5 000 000	-	7 768,61	-5 000 000,00
Sous-Total Swaps		994 471,50	476 127,70	-1 760 364 000,00
Total Taux d'intérêts		994 471,50	476 127,70	-1 760 364 000,00
Change				
Total Change		-	-	-
Crédit				
Total Crédit		-	-	-

L'inventaire des instruments financiers à terme (suite)

Libellé de l'instrument	Quantité	Valeur actuelle présentée au bilan		Montant de l'exposition +/-
		Actif	Passif	
Autres expositions				
Total Autres expositions		-	-	-

L'inventaire des instruments financiers à terme utilisés en couverture d'une catégorie de parts

L'inventaire des opérations à terme de devises

Type d'opération	Valeur actuelle présentée au bilan		Montant de l'exposition			
	Actif	Passif	Devises à recevoir (+)		Devises à livrer (-)	
			Devise	Montant	Devise	Montant
Total	-	-		-		-

L'inventaire des instruments financiers à terme

Libellé de l'instrument	Quantité	Valeur actuelle présentée au bilan		Montant de l'exposition +/-
		Actif	Passif	
Actions				
Total Actions		-	-	-
Taux d'intérêts				
Total Taux d'intérêts		-	-	-
Change				
Total Change		-	-	-
Crédit				
Total Crédit		-	-	-
Autres expositions				
Total Autres expositions		-	-	-

Synthèse de l'inventaire

	Valeur actuelle présentée au bilan
Total inventaire des actifs et passifs éligibles (hors IFT)	4 484 205 926,15
Inventaire des IFT (hors IFT utilisés en couverture de parts émises) :	
Total opérations à terme de devises	-
Total instruments financiers à terme - actions	-
Total instruments financiers à terme - taux d'intérêts	518 343,80
Total instruments financiers à terme - change	-
Total instruments financiers à terme - crédit	-
Total instruments financiers à terme - autres expositions	-
Appels de marge	-518 343,76
Inventaire des instruments financiers à terme utilisés en couverture de parts émises	-
Autres actifs (+)	396 597 736,30
Autres passifs (-)	-1 042 709,59
Passifs de financement (-)	-
Total = actif net	4 879 760 952,90